

ACCIDENTS DE LA ROUTE
**Plus
de 1400 morts
en cinq mois !**

P 16

CIBLAGE DES SUBVENTIONS ET INTÉGRATION
DE L'ÉCONOMIE PARALLÈLE

Les défis futurs du ministère des Finances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, hier à Alger, que l'Algérie sera capable de figurer, dans trois ans, parmi les pays émergents. Toutefois, un grand travail reste encore à faire en matière d'intégration de l'économie parallèle et le ciblage des subventions. Des réformes et des démarches sont engagées par le gouvernement pour la diversification de l'économie nationale. P 5



COMMERCE EXTÉRIEUR
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024

**Les prix à l'importation
et à l'export en baisse**



Pendant le premier trimestre 2024, le commerce extérieur de marchandises a été marqué par une baisse significative des prix. Les prix à l'exportation de marchandises connaissent une baisse de 9,9% par rapport au 1^{er} trimestre 2023, tandis que les prix à l'importation de marchandises enregistrent une diminution de 7,4% durant la même période, indique l'Office national des statistiques (ONS).

P 2

DIVERSIFICATION
DE L'ÉCONOMIE

**Plaidoyer pour un plan
d'investissement local**

Avec une croissance économique en hausse, l'Algérie ambitionne à présent d'inscrire cette tendance dans la durée en plusieurs étapes par des successives générations de réformes. Ce résultat est déjà le fruit de réformes jusque-là engagées, ces trois dernières années, et inscrites au programme du président de la République en vue d'atteindre les objectifs assignés pour 2027. Un résultat absolument à consolider par d'autres réformes. Pour Kaoubi Mahfoud, Expert en politique géoéconomique et financière, il faut mettre à profit cette embellie financière, et mettre en place un plan d'investissement local et national.

P 3

ACCOMPAGNEMENT
DES INVESTISSEURS

**Signature d'un accord-
cadre entre la CAAT et
l'OADI**

Un accord-cadre a été signé, mardi à Alger, entre la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) et l'Organisation algérienne pour le développement de l'investissement (OADI) en vue d'accompagner les investisseurs membres de l'organisation en leur proposant divers services d'assurance.

P 3

HYDROCARBURES

**La société omanaise Abraj
Energy Services en visite
de travail à Sonatrach** P 2

GESTION INTÉGRÉE DES DÉCHETS

**Une priorité
du gouvernement** P 5

PÉTROLE

**Le Brent avoisine
83,5 dollars** P 2

AUTOMOBILE

Hyundai
disposée à
produire 5
modèles en
Algérie

Les responsables de la marque automobile "Hyundai" ont fait part, lundi à Alger, de leur disposition à mettre en place une usine en Algérie, conformément aux normes internationales de la société, permettant la production de trois (3) modèles de véhicules touristiques, ainsi que deux types de véhicules utilitaires de la marque, indique un communiqué du ministère. "Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique pour la relance de l'activité d'industrie automobile, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun a reçu, lundi 8 juillet, une délégation comprenant de grands responsables de la compagnie Hyundai et de l'Entreprise commerciale omanaise (OTE Group), en vue de présenter le projet de fabrication automobile de la marque Hyundai en Algérie", souligne le communiqué. Lors de cette rencontre, ajoute la même source, le ministre a écouté un exposé détaillé présenté par le responsable de la société Hyundai de la région Proche-Orient et Afrique du Nord (MENA), Tarek Mosaab, affirmant que le projet "entrera dans le cadre de la politique du gouvernement (algérien), visant à créer une véritable industrie automobile, avec la réalisation d'un taux d'intégration considérable". "Les responsables de la société ont exprimé leur disposition à mettre en place une usine conformément aux normes internationales de la société. La conception du projet prendra en compte dès le départ la création d'une ligne de construction de carrosseries et d'une ligne de peinture automobile. Trois (3) modèles de voitures touristiques de la marque Hyundai seront produits également, en plus de deux types de véhicules utilitaires, voire même des véhicules électriques", selon le communiqué. Concernant le choix du terrain, le ministre a souligné "la nécessité d'accélérer l'enregistrement sur la plateforme numérique dédiée à cet effet dans les plus brefs délais à l'effet de concrétiser ce projet", selon le communiqué.

COMMERCE EXTÉRIEUR AU 1 ER TRIMESTRE 2024

Les prix à l'importation
et à l'export en baisse

Pendant le premier trimestre 2024, le commerce extérieur de marchandises a été marqué par une baisse significative des prix. Les prix à l'exportation de marchandises connaissent une baisse de 9,9% par rapport au 1 er trimestre 2023, tandis que les prix à l'importation de marchandises enregistrent une diminution de 7,4% durant la même période, indique l'Office national des statistiques (ONS).

Par Sirine R

La baisse des prix observée, notamment pour les exportations résulte d'une diminution des prix des hydrocarbures de 10,0 % au cours du 1 er trimestre 2024 par rapport à la même période en 2023, explique la même source, précisant que cette tendance s'explique également par une baisse des prix des produits hors hydrocarbures de 7,7% sur la même période. Les évolutions de prix à l'exportation et à l'importation de marchandises, associées aux évolutions des valeurs courantes conduisent à une hausse en volume pour les importations de 16,6% au 1 er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023 et à une légère baisse du volume pour les exportations de 1,0 %. «Au premier trimestre 2024, les importations de marchandises ont enregistré une hausse en valeurs courantes de 8,1% par rapport au 1er trimestre 2023, atteignant 1 489,2 milliards de DA. En revanche, les exportations ont diminué de 10,8% en valeurs courantes durant la même période, s'établissant à 1 672,7 milliards de DA. Cette évolution contrastée des exportations et des importations de marchandises a directement impacté le taux de couverture des importations par les exportations ainsi que les termes de l'échange», souligne la Note de l'ONS. Au premier trimestre 2024, le taux de couverture des importations par les exportations est en baisse passant de 136,1% à 112,3%. Les

termes de l'échange se sont détériorés au premier trimestre 2024, passant de 101,1% à 98,4%.

Les indices de valeurs unitaires à l'importation
au 1er trimestre 2024

Les prix à l'importation de marchandises ont connu une baisse de 7,4% au premier trimestre 2024, par rapport à la même période en 2023. Cette baisse des prix à l'importation de marchandises a concerné toutes les catégories à l'exception de la catégorie « Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes » et la catégorie « Machines & Matériel de transport » qui enregistrent des augmentations respectives de 6,9% et 5,9%. Quant aux prix à l'exportation de marchandises, ils connaissent une diminution de 9,9 % par rapport au 1er trimestre 2023. Les prix des hydrocarbures ont baissé de 10,0%, tan-

dis que les prix des exportations des produits hors hydrocarbures ont enregistré une diminution de 7,7% par rapport à la même période de l'année 2023.

La baisse des prix à l'exportation de marchandises au premier trimestre 2024, a entraîné une diminution de 10,8 % en valeurs courantes au niveau global. L'évolution négative en prix et en valeurs des exportations de marchandises au 1er trimestre 2024, conduit à une légère baisse en volume de 1,0% par rapport au 1er trimestre 2023.

« Au 1er trimestre 2024, on constate que les évolutions des prix à l'exportation de marchandises par catégories de produits hors hydrocarbures sont caractérisées par des variations négatives pour tous les groupes de produits à l'exception du groupe « Produits alimentaires et animaux vivants » qui a enregistré une augmentation significative de prix de 24,3% par rapport au 1er trimestre 2023.

PÉTROLE

Le Brent avoisine 83,5 dollars

Les prix du pétrole fléchissaient mardi, les inquiétudes concernant les perturbations de l'offre en raison du passage de la tempête Béril aux Etats-Unis s'étant atténuées. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 0,43%, à 83,38 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en août, baissait

de 0,51% à 81,91 dollars. Après avoir traversé les Caraïbes, la tempête Béril a touché lundi le Texas, charriant de fortes pluies qui ont provoqué inondations et coupures massives de courant, et causé la mort d'au moins cinq personnes dans le sud des Etats-Unis. Malgré cela, "les prix du pétrole ont légèrement baissé mardi après le passage de Béril dans le golfe du Mexique", la

tempête "causant moins de dégâts que prévu" sur les infrastructures pétrolières présentes en nombre au Texas, commentent des analystes. "Les infrastructures énergétiques de la région étant restées largement épargnées par la tempête, les craintes d'un impact sur l'approvisionnement en pétrole se sont dissipées", précisent les analystes.

HYDROCARBURES

La société omanaise Abraj Energy Services
en visite de travail à Sonatrach

Le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, lundi dernier, à Alger, une délégation de haut niveau de la société omanaise Abraj Energy Services, conduite par son PDG, Saif Al Hamhami, en visite de travail en Algérie pour examiner les modalités de mise en œuvre du protocole d'entente conclu entre les deux sociétés. La rencontre, qui s'est déroulée au siège de la Direction générale du groupe, en présence de cadres dirigeants des deux sociétés, «s'inscrit dans le cadre de la visite de travail qu'effectue la délégation omanaise en Algérie pour examiner les modalités de mise en œuvre du protocole d'entente conclu entre les deux sociétés le 24 avril 2024 au Sultanat d'Oman», indique le groupe Sonatrach dans

un communiqué. A cet effet, «une commission mixte a été constituée entre les deux parties pour assurer le suivi de la mise en œuvre de ce protocole, laquelle se réunira pour examiner plusieurs axes, dont les opérations techniques (services aux puits et forage), les possibilités de coopération et la formation spécialisée», précise la même source. Dans cette optique, la commission mixte se rendra dans les installations de production relevant de l'activité exploration-production de la direction régionale de Hassi Messaoud, ainsi que dans les filiales du groupe dans cette région spécialisées dans les activités de services pétroliers, à l'instar de l'Entreprise nationale de services aux puits (ENSP), l'Entreprise nationale des tra-

vaux aux puits (ENTP), l'Entreprise nationale de forage (ENAFOR), l'Entreprise nationale de géophysique (ENAGEO) et la société Drilling fluids services aux puits (DFSFP), ajoute le communiqué. S'agissant de la formation spécialisée, la commission se rendra à l'Institut algérien du pétrole (IAP) et au Département laboratoires relevant de l'activité exploration-production sis tous deux à Boumerdès, ainsi qu'à la Sonatrach management Academy (SMA) à Oran. Au terme de cette visite de travail (7-12 juillet), les membres de la commission se réuniront en atelier pour échanger les vues et discuter de la feuille de route pour la mise en œuvre des axes du protocole d'entente et de coopération convenus entre les deux parties.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Plaidoyer pour un plan d'investissement local

Avec une croissance économique en hausse, l'Algérie ambitionne à présent d'inscrire cette tendance dans la durée en plusieurs étapes par des successives générations de réformes. Ce résultat est déjà le fruit de réformes jusque-là engagées, ces trois dernières années, et inscrites au programme du président de la République en vue d'atteindre les objectifs assignés pour 2027. Un résultat absolument à consolider par d'autres réformes. Pour Kaoubi Mahfoud, Expert en politique géoéconomique et financière, il faut mettre à profit cette embellie financière, et mettre en place un plan d'investissement local et national.

Par Réda Hadi

Invité par des confrères de la radio nationale, cet expert a au préalable insisté que booster l'économie locale, est le but originel des grands projets structurants menés par les pouvoirs publics. Valoriser les ressources et favoriser la diversification des activités présentes et potentielles sont des enjeux majeurs pour le développement local d'un territoire. Agir ensemble et innover sont les maîtres mots d'un développement local réussi, a-t-il affirmé.

«C'est dans ce sens que les grands projets structurants et ont pour objets de développer les territoires» et de continuer de dire que «les retombées économiques ne seront pas immédiates». Sur sa lancée et mettant en avant les réformes engagées, il a insisté sur l'impératif de la mise en place d'un plan d'investissement local et national, et de préciser aussi que ces plans nationaux et locaux d'investissements tardent à venir.

En cela, l'expert estime que la solution serait de créer un nouvel organe de planifi-

cation ce qui permettrait une meilleure organisation spatiale des investissements. Les projets structurants, devraient être menés tous en même temps, ce qui pour M Kaoubi, entrainerait une dynamique d'émergence de PME. «A condition, dit-il, de traduire ces projets d'investissements de manière à produire de la richesse locale »

S'agissant de projets locaux ou dépendants des grands projets structurant, « il faut une adéquation en l'investissement public et la logique des marchés, car les deux vont de paire », a-t-il affirmé. Pour lui, au-delà de la répartition spatiale des investissements dans les territoires, il faut impliquer les populations locales (acteurs et élus locaux) ce qui permettra d'améliorer la qualité de la gouvernance de ces projets, tout en privilégiant l'excellence, la rentabilité. D'après l'expert, après le succès des réformes institutionnelle et juridique, il est maintenant nécessaire de consolider les acquis de cette période de transition par de nouvelles réformes. Et ce d'autant plus que l'amorce d'une nouvelle ère de développement suppose de nouvelles mé-

thodes et instruments de gestion qui appliquent différents principes, processus et normes. Mahfoud Kaoubi ajoutera que «cette notion de décentralisation a toujours été au cœur du développement local, du moins dans les textes».

Pour l'orateur, «on ne parle plus de région ou de localité, mais de territoire», a-t-il précisé car booster l'attractivité du territoire, le rendre plus durable sont des leviers de développement économique incontournables.

Pour cela, l'invité évoqua la notion de «potentialités, spécificités et autonomie pour la mise en place de projets de développement économique et social». Il faut accompagner les territoires afin de leur permettre de renforcer leur ancrage territorial, leur réseau et la communication entre les parties prenantes, nécessaire pour développer des projets auxquels tous les acteurs prendront part.

L'expert insistera pour aller vers «plus d'autonomie et de décentralisation dans la conception des plans de développement.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Plus de 222 mille quintaux de céréales collectés à Ouargla

Une récolte céréalière de 222.099 quintaux toutes variétés confondues a été réalisée à ce jour, dans la wilaya d'Ouargla, à la faveur de la campagne moisson-battage, au titre de la saison agricole (2023-2024), qui tire à sa fin, a-t-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Cette quantité de céréales est répartie entre 204.825 qx de blé dur, 9.969 qx de blé tendre et 7.305 qx d'orge, dont le rendement a été estimé à 43 qx /hectare, a-t-on indiqué. La surface récoltée à ce jour a atteint 5.205,5 hectares, sur une superficie globale de 5.802 ha réservée à la production céréalière dans cette wilaya, selon la même source. Une quantité de 134.119,8 qx de céréales a été collectée par la coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya, a-t-on fait savoir. Les terres agricoles destinées à ces cultures stratégiques dans la wilaya d'Ouargla sont réparties à travers les quatre pôles agricoles, Gassi Touil (daira de Hassi Messaoud) avec un total de 3.789 ha, suivi du pôle agricole de la daïra de N'Goussa (985 ha), Sidi Khouiled (833 ha), et Ouargla (195 ha), selon les données de la direction du secteur. Quatre vingt quatre (84) investisseurs agricoles sont engagés dans cette activité agricole qui s'appuie sur le système d'irrigation par pivots, au titre de l'actuelle saison agricole dans la wilaya.

PÊCHE AU THON ROUGE

Des inspecteurs algériens honorés

Des inspecteurs de pêche nationaux, ayant pris part à l'opération d'inspection internationale de la campagne de pêche au thon rouge 2024, une première mission du genre pour l'Algérie, ont été honorés mardi à Alger, à leur arrivée à bord du navire scientifique "Grine Belkacem", utilisé pour assurer cette mission. A l'occasion, le secrétaire général du ministère de la Pêche et des productions halieutiques, Mohamed Bengrina, a félicité les quatre inspecteurs pour

"leurs professionnalisme et abnégation" tout au long de leur mission, entamée le 10 juin dernier. Il a dans ce sens assuré que l'Algérie a entamé une nouvelle étape dans le secteur de la pêche avec la participation, pour la première fois, à l'opération internationale conjointe d'inspection du thon rouge en Méditerranée et a gagné une équipe d'inspecteurs expérimentés et professionnels". Dans une déclaration à l'APS, l'inspecteur principale, coordinateur de la mission inter-

nationale d'inspection du thon rouge, Hamza Melikchi a indiqué que l'équipe algérienne d'inspecteurs a mené inspections et interventions au sud-ouest de Malte, sur des navires nationaux et autres battant pavillon étranger. Il a détaillé que leur travail a été de contrôler l'aspect technique de l'opération de pêche du thon, la conformité des navires et les équipements utilisés avec les normes exigées par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de

l'Atlantique (ICCAT). M. Melikchi a également ajouté que l'équipe des inspecteurs a suivi plusieurs formations nationales et internationales et cumule des années d'expérience dans le domaine avant d'être accréditée auprès de l'ICCAT.

De son côté, le directeur central au ministère de la Pêche et des productions halieutiques, chargé des activités de la pêche et de l'aquaculture, a indiqué que les inspecteurs algériens ont contrôlé lors de leur mission, 13

navires nationaux et d'autres étrangers, français, italien et turc notamment. Aussi, la même équipe a observé et surveillé 23 autres navires, avec documentation de leur activité. Pour rappel, le quota de l'Algérie de thon rouge pour l'année 2024 avait été revu à la hausse, passant à 2.046 tonnes contre 2.023 l'année dernière. Cette campagne, entamée le 26 mai dernier, a été assurée, pour l'Algérie, par 34 thoniers.

R. E.

ACCOMPAGNEMENT DES INVESTISSEURS

Signature d'un accord-cadre entre la CAAT et l'OADI

Un accord-cadre a été signé, mardi à Alger, entre la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) et l'Organisation algérienne pour le développement de l'investissement (OADI) en vue d'accompagner les investisseurs membres de l'organisation en leur proposant divers services d'assurance.

En vertu de ce nouvel accord, signé par le PDG de la CAAT, Nacer Sais, et le président de l'OADI, Fayçal Amari, au siège de la compagnie d'assurance, cette dernière fournira aux investisseurs membres de l'OADI des

offres d'assurance complètes et adaptées à leurs besoins à des conditions préférentielles, incluant «la couverture des risques de base, l'assurance de divers secteurs économiques et la protection des biens».

A cette occasion, M. Sais a affirmé que son établissement œuvrera, à travers cet accord, à «assurer la couverture d'un maximum de risques auxquels sont confrontés les investisseurs, en vue de faciliter le travail des membres de l'OADI».

« L'opération d'investissement n'est pas sans risques, d'où l'importance de

l'accompagnement et du soutien», a-t-il soutenu. Dans une déclaration à la presse, il a d'ailleurs expliqué que l'accord visait à accompagner les investisseurs dans les différentes étapes de leurs projets, notamment en ce qui concerne la gestion des risques, ajoutant que l'accord permettra également d'assurer les sociétés et les banques qui les financent dans tous les secteurs (agriculture, industrie, start-up, etc.), y compris pour l'importation d'équipements et de matériel. De son côté, M. Amari a souligné que «l'objectif de l'accord est de

participer à la nouvelle dynamique économique que connaît le pays et qui encourage de nouvelles sociétés à se lancer dans l'investissement», assurant que son organisation «compte appuyer les investisseurs algériens» sur la base du principe gagnant-gagnant. L'OADI regroupe plus de 600 investisseurs, dont une majorité des PME, à travers 15 wilayas, a-t-il indiqué, précisant qu'elle s'employait à élargir sa représentation à d'autres wilayas et à drainer de nouveaux membres.

R. E.

MONNAIES

Le dollar stable face à l'euro

Le dollar restait atone face à l'euro mardi, tandis que l'attention des investisseurs se tourne désormais vers les auditions à venir du patron de la Fed Jerome Powell. Le dollar restait presque stable face à la monnaie unique qui perdait 0,02% face au billet vert, à 1,0821 dollar pour un euro. "L'euro n'a pratiquement pas réagi" aux résultats des élections législatives en France, soulignent des analystes. Les investisseurs seront attentifs mardi à l'audition du président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, devant une commission du Sénat. Il s'exprimera mercredi devant une commission de la deuxième assemblée du Congrès des Etats-Unis, la Chambre des représentants. "La récente série de données économiques plus faibles laisse entrevoir la possibilité que M. Powell soit plus enclin à signaler la possibilité d'une réduction des taux" d'intérêts, affirment des analystes.

COOPÉRATION

Une forte délégation du CREA en mission économique à Montréal

Une forte délégation de chefs d'entreprise du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a entamé une mission économique à Montréal (Canada), dans le cadre de la célébration du soixantième anniversaire des relations diplomatiques entre l'Algérie et ce pays d'Amérique du Nord, indique lundi un communiqué du CREA. Le séjour, qui s'étale du 8 au 14 juillet, "sera marqué par de nombreuses rencontres avec les institutions et les opérateurs économiques du pays", a fait savoir l'organisation patronale. La délégation algérienne a été accueillie lundi au nouveau siège de la Fédération des Chambres du Commerce du Québec où il lui a été présenté le programme COREX qui vise à faciliter et à favoriser les échanges commerciaux entre le Québec et les Etats du Nord-Est

américain. "Ce programme duquel le CREA souhaite s'inspirer permet aux jeunes exportateurs d'accéder à des ressources et des conseils pratiques pour mieux se préparer à l'acte d'export", a précisé la même source. Par ailleurs, le CREA et la Fédération des Chambres de commerce du Québec se sont accordés sur une feuille de route pour établir des connexions entre les entreprises algériennes et canadiennes notamment dans les secteurs agricoles, industriels et miniers. L'occasion a été également pour une rencontre conviviale entre la délégation et les membres de le diaspora algérienne qui exercent dans le secteur économique aux fins de tisser des liens et célébrer ensemble le 62ème anniversaire de l'indépendance, a fait savoir le CREA. Toujours dans le cadre de sa

mission au Canada, une visite au Technoparc de Montréal, un parc d'affaires scientifiques et technologiques à vocation internationale est prévue mardi, ainsi qu'un lieu de recherche et de développement commercial qui regroupe plus d'une centaine d'entreprises. En partenariat avec le patronat canadien, le Conseil du développement économique Canada-Algérie, le CREA organisera mercredi un forum économique entre les entreprises algériennes et canadiennes au cours duquel seront présentées les opportunités d'investissement en Algérie. La suite du séjour sera consacrée aux "rencontres bilatérales entre le CREA et diverses institutions économiques ainsi qu'avec des personnalités économiques membres de la diaspora", conclut le communiqué du CREA.

SONELGAZ

Mise en service partielle de la plus grande centrale électrique en Algérie

Le groupe Sonelgaz a annoncé, lundi, dans un communiqué, la mise en service partielle de la plus grande centrale électrique en Algérie, à Mostaganem, ce qui permettra de renforcer les capacités nationales de production de 450 Mégawats, dans une première étape.

"Sonelgaz a procédé depuis jeudi dernier, par le biais de sa filiale SPE-production de l'électricité, à la mise en service partielle, de la centrale électrique hybride à Mostaganem, et ce, par l'entrée en service des premières turbines à gaz", selon le communiqué, relevant que "cette opération intervient pour renfor-

cer les capacités nationales de production de 450 Mégawats dans une première étape". Cette station s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement de la wilaya de Mostaganem, du renforcement de l'approvisionnement du réseau national en énergie électrique et de l'amélioration du service public, particulièrement, dans cette wilaya côtière à caractère touristique et indus-

triel et dans toutes les wilayas du pays, a ajouté le groupe public. "Cette grande structure énergétique vient s'ajouter à l'ensemble des projets énergétiques majeurs que Sonelgaz avait mis en service lors des derniers mois, qui sont à même de renforcer les moyens de production de Sonelgaz et d'appuyer ses capacités nationales en termes d'approvisionnement du citoyen en énergie", selon le communiqué.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ONU appelle à des politiques audacieuses pour relever les défis

La communauté internationale doit "de toute urgence" mobiliser la volonté et les investissements nécessaires pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030, a souligné la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, appelant à "des politiques audacieuses" pour relever les défis mondiaux, notamment en matière de changement climatique. S'adressant à l'ouverture lundi du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) 2024, Mme Mohammed a appelé à des actions transformatrices et à des politiques audacieuses pour relever les défis mondiaux urgents tels que la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le changement climatique. "Même si les plus grands défis qui nous attendent sont colossaux, ensemble, nous pouvons les surmonter et réaliser un avenir pacifique, prospère et durable dont tous les peuples ont non seulement besoin mais qu'ils méritent", a-t-elle déclaré aux délégués réunis au siège de l'ONU, à New York. Elle a également souligné l'importance de réfléchir à la manière de progresser vers l'Agenda 2030, dans le contexte du très attendu Sommet du futur. Sous les auspices du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), le thème de cette année est axé sur l'éradication de la pauvreté grâce à des solutions durables, résilientes et innovantes face à une multitude de crises. Dans ce contexte, la présidente de l'ECOSOC, Paula Narvaez, a souligné les défis auxquels sont confrontés les pays en développement, en particulier les zones touchées par des conflits, en soulignant la nécessité de la paix et de la stabilité. Jusqu'au 17 juillet, le Forum examinera les progrès réalisés vers l'objectif 1 sur l'élimination de la pauvreté, l'objectif 2 sur la faim zéro, l'objectif 13 sur l'action climatique, l'objectif 16 sur des sociétés pacifiques et inclusives, et l'objectif 17 sur le renforcement des moyens de mise en œuvre.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 09 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Juillet 2024

Prix du détail ¹		اسعارالتجزئة			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	91	100	83	البطاطا
	Tomate	69	81	57	الطماطم
	Oignon sec	50	57	43	البصل الجاف
	Ail sec	344	405	283	الثوم الجاف
	Carotte	73	83	64	الجزر
	Navet	165	179	150	لفت
	Poivron	102	114	90	الفلفل الأخضر
	Piment	123	139	106	الفلفل الحار
	Courgette	77	87	66	الكوسة
	Haricot vert	236	256	216	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	93	105	81	الخس
Fruits frais	Pomme locale	432	530	334	التفاح المحلي
	Datte	548	676	420	التمر
	Melon	111	123	99	البطيخ الأصفر
	Pastèque	88	99	76	البطيخ الأحمر
	Banane	325	339	312	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1742	1871	1614	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	352	363	342	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Les défis futurs du ministère des Finances

à une subvention ciblée est possible. Par ailleurs, le ministre a estimé, dans son allocution, que l'évaluation des politiques publiques était le « noyau » de la réforme de la finance publique, consacrée dans la loi organique relative aux lois de finances, à travers l'introduction des concepts de performance, de transparence et la responsabilité des gestionnaires. Il a estimé que l'application des règles de gestion du secteur privé au secteur public est un projet « à long terme », car constituant « un changement radical dans la gestion de la finance publique », affirmant que la flexibilité et l'indépendance administrative accordées au gestionnaire dans la gestion et la dépense des ressources affectées aux différentes missions, programmes et activités, implique « une importante reddition de comptes » pour le gestionnaire. Le ministre a insisté sur l'adaptation du contrôle financier conventionnel exercé par la Cour des comptes, l'Inspection Générale des Finances (IGF) et les contrôleurs de gestion, au contexte actuel de la gestion budgétaire. « Le contrôle financier conventionnel exercé actuellement par la Cour des comptes, l'IGF et le contrôleur de gestion (anciennement le contrôleur financier) doit évoluer et s'adapter au contexte actuel de la gestion budgétaire », a-t-il dit.

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahlab a souligné, mardi à Mostaganem, que la gestion intégrée des déchets est une priorité du Gouvernement en vue d'une industrie de transformation des produits récupérables. Inspectant le projet du centre de tri des déchets et de la station de compostage du complexe d'enfouissement technique, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, la ministre a déclaré que la gestion intégrée des déchets est une priorité pour le Gouvernement, notamment en vertu du projet d'amendement de la loi 01-19 relative à la gestion des déchets datant de 24 ans. Elle a indiqué que les amendements les plus importants, inclus dans ce projet dans le cadre de la transition vers l'économie circulaire, concernent l'extension de la responsabilité des producteurs qui contribueront à la récupération des déchets sur le marché en créant un système participatif et en contractant avec des startups activant dans le secteur de la collecte et de la transformation. "En éliminant progressivement le plastique à usage unique et en récupérant les matières organiques à transformer en engrais grâce à des projets de compostage, y compris la récupération des déchets inertes, le ministère mise sur la création d'une série de startups dans les domaines de la collecte et de la transformation, avec la responsabilité de les contrôler", a affirmé Mme Dahlab. Elle a indiqué que l'étude menée par son département ministériel a fait état d'une augmentation de la valeur marchande des déchets valorisables en Algérie, passant de 92 milliards DA en 2020 à 151 milliards DA en 2021 et 207 milliards DA en 2023.


 تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية
 السيد عبد المجيد تبون

الطبعة السابعة
 7th edition

تحت شعار
 أقلام صاعدة

الجائزة الكبرى آسيا جبار للرواية
 ASSIA DJEBAR NOVEL GRAND PRIZE

2024⁰⁹
 جويلية
 فندق الأوراسي الجزائر العاصمة

www.prixassiadjebar.dz

Cevital

موبيليس
معاً، نصنع المستقبل

مبادرات الحزام
ALBANY, NY, USA

MADAR






 **دولة الكويت**
 Ministry of Foreign Affairs
 Doha, Qatar

 **وزارة الداخلية**
 Ministry of Nationality and Migration
 Doha, Qatar

 وزارة الصحة
 Ministry of Health
 Doha, Qatar

 **saa**
 ASSURANCE

 **CASH**
 ASSURANCE




DJELFA

Plus de 770 millions DA pour le renforcement du CW108

Les autorités locales de la wilaya de Djelfa ont alloué une enveloppe financière de plus de 770 millions Da au projet de renforcement du CW 180 dans son tronçon reliant le chef-lieu de la wilaya à la commune de Feidh El Botma, a-t-on appris lundi par les services de la wilaya. "Ce projet important, qui s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire destiné à la wilaya, comprend le renforcement de deux tronçons de cette route sur une distance de 50 km, à partir de la Borne kilométrique située à la sortie Est de la ville de Djelfa jusqu'à l'entrée de la ville de Feidh El Botma", précise le même communiqué. Les délais de réalisation de ce projet, dont le coup d'envoi du premier tronçon de 25 km a été donné la semaine dernière, sont fixés à neuf mois. Cet acquis important contribuera à renforcer le réseau routier de la wilaya et à fluidifier la circulation, ainsi qu'à éliminer les points noirs, selon la fiche technique. La réhabilitation de 1.727 km du réseau routier de la wilaya sera réalisée avec un budget dépassant les 49,1 mds DA, qui ont été alloués dans le cadre du programme complémentaire de la wilaya visant à promouvoir l'activité de développement économique dans différentes régions enclavées. Les propositions de réhabilitation des routes dans le cadre du programme complémentaire approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, comprennent la réhabilitation de 192 km du CW d'un montant de près 3,4 mds DA, qui cibleront sept communes, à savoir Sidi Bayazid, El Medjbara, El Miliha, Feidh El Botma, Messaad, Ain El Iblet Djelfa, selon la même source

SIDI BEL-ABBES

Lancement d'une vaste opération d'aménagement des puits

Une vaste opération d'aménagement de l'ensemble des puits, a été lancée dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, dans le cadre des efforts pour renforcer les capacités de la wilaya en matière de ressources en eau, a indiqué, lundi, le wali, Samir Chibani.

Lors des travaux de la deuxième session ordinaire de l'APW, le même responsable a souligné que dans le cadre des efforts déployés pour la fourniture de l'eau potable cet été, des instructions ont été données aux chefs de daïra et aux présidents d'APC pour l'exploitation de tous les puits et leur réhabilitation. "En attendant la réalisation du projet de transfert de l'eau à partir de la station de dessalement de l'eau de mer de la plage El Hilal de la wilaya d'Ain Témouchent sur une distance de 54 kilomètres dont a bénéficié dernièrement la wilaya de Sidi Bel-Abbes, il est nécessaire de maîtriser la gestion de l'eau de manière

rationnelle pour satisfaire les besoins des citoyens", a-t-il insisté. Pour sa part, le président d'APW, Bekhrisset Abdelkrim a appelé à intensifier les campagnes de sensibilisation pour rationaliser la consommation de l'eau et instaurer une culture de signalement des fuites d'eau qui se produisent dans n'importe quelle région de la wilaya pour une intervention immédiate. Le directeur des ressources en eau, Amar Belmerir Djebbar a, pour sa part, indiqué qu'un programme spécial a été mis en place pour améliorer l'approvisionnement en eau potable cet été, notamment dans les régions du Nord de la wilaya, à commencer par le barrage de

Sidi Abdelli et la station de dessalement de l'eau de mer de Honaine (Tlemcen) dont la moyenne de production est de 65.000 mètres cubes/jour. La deuxième session ordinaire de l'APW a pour ordre du jour d'examiner et d'approuver le compte administratif de l'exercice 2023 et le budget supplémentaire de 2024, ainsi que le classement de la double voie entre la RN 13 et la RN 7 menant à la voie d'évitement nord, en plus de la présentation du rapport de la commission de l'économie et finances de l'APW concernant la fiscalité locale.

TIZI-OUZOU

Une récolte prévisionnelle de plus de 4.000 quintaux de liège prévue

Une récolte prévisionnelle de 4 209 quintaux de liège est prévue cette année dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ont annoncé lundi les services de la conservation locale des forêts. "La récolte prévisionnelle attendue cette année est en hausse de près de 100% par rapport à celle de la saison dernière qui était de

l'ordre de 2 200 quintaux", a indiqué le premier responsable de la conservation, Youcef Ould Mohand. La campagne de démasclage, confiée à l'entreprise régionale de génie rural (ERGR) Djurdjura qui est déjà en œuvre sur quatre chantiers, a été lancée il y a quelques jours à travers les différentes localités de la wi-

laya, Yakourene, Azeffoun, Tamgout, Zekri et Draa El Mizan. Elle se poursuivra jusqu'en octobre prochain. L'entreprise qui a déjà récolté une cinquantaine (50) de quintaux de liège, a mobilisé une quarantaine (40) d'ouvriers et lance un appel pour le recrutement de plusieurs dizaines d'autres saisonniers pour les

besoins de cette campagne. En 2018, la wilaya de Tizi-Ouzou avait enregistré une récolte record de 16 576 quintaux de liège, soit 24% de la production nationale. Depuis la récolte a baissé en raison, notamment, des incendies qui ont ravagé d'importantes superficies.

CONSTANTINE

136 millions DA pour la réalisation de plusieurs projets de développement à Ouled Rahmoune

Une enveloppe financière de 136 millions DA a été allouée à la commune d'OuledRahmoune (Constantine), au titre de l'exercice 2024, pour la réalisation de plusieurs projets de développement dans ces zones urbaines et rurales, a-t-on appris lundi auprès du président de l'assemblée populaire communale (APC) cette collectivité locale, Chouaib Hamlaoui. Parmi ce montant global, a-t-il précisé, une dotation de l'ordre de 76 millions DA, a été financée par la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales

pour la réhabilitation de dix (10) écoles primaires à l'image de l'établissement Amar Bouassida situé au centre de cette commune, à travers la réalisation des travaux d'étanchéité et d'installation de chauffage, entre autres. Il est prévu également l'équipement d'une cantine scolaire en cours de réalisation au sein de l'école primaire EulmiBougherara relevant de l'agglomération d'El Guerrah, a encore ajouté le même responsable. Il a également fait savoir qu'un montant de l'ordre de 60 millions DA, puisé du programme d'appui au développement

social et économique des Communes, a été octroyé au profit de cette collectivité locale destiné à la réalisation de diverses opérations d'aménagement urbain et rural dont la rue principale de cette commune, le quartier Rabah Bousbaâ et la cité Ahmed Mansouri, située à la localité de Bounouara en plus du renouvellement des réseaux d'éclairage public. Il s'agit également d'un autre projet en voie de lancement des travaux portant désenclavement du douar " Benyahia ", indique-t-on de même source.

TÉBESSA

410 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à El Ogla

Pas moins de 410 foyers des mechtas "BirTrab" et "El Fedjoudj" dans la commune d'El Ogla (Ouest de Tébesa) ont été raccordés au réseau de gaz naturel, a indiqué lundi la responsable de la cellule de communication à la direction de distribution de

l'électricité et du gaz de la wilaya. La même responsable a précisé à l'APS que cette opération a bénéficié à 210 foyers à la mechta "El Fedjoudj" et 200 foyers à la mechta "BirTrab" de cette commune. La desserte de ces deux mechtas a né-

cessité la réalisation d'un réseau total de 94 km pour une enveloppe financière estimée à 155 millions DA, selon la même source qui a indiqué que plusieurs centaines de foyers de plusieurs communes de cette wilaya frontalière seront reliés aux réseaux d'électricité et

de gaz. Ces opérations inscrites au plan sectoriel 2023-2026 ont pour objectif d'améliorer le cadre de vie des populations locales en leur assurant l'accès au gaz naturel de sorte à s'en passer des bouteilles de gaz, selon la même source.

PROSPÉRER GRÂCE À LA DICTATURE

La face cachée du miracle économique sud-coréen

2^e partie et fin

La spectaculaire reconstruction de l'économie sud-coréenne après la fin de la guerre de Corée en 1953, qualifiée de « miracle sur le fleuve Han » n'est pas due au libre-marché, mais bien à une très forte implication de l'Etat dans l'économie, au profit de grandes firmes. Supervision du développement économique par la bureaucratie, crédits octroyés de manière discrétionnaire, substitutions d'importations... Sous la houlette de Rhee Syngman, puis de Park Chung-Hee, l'Etat se met pleinement au service des « chaebols ». Mais l'ascension de ces grands groupes a aussi une face sombre, celle d'une violente répression politique et syndicale.

Toutefois, construire de toutes pièces un tissu industriel efficace exige de stimuler, dans le même temps, la demande globale (c'est-à-dire la réunion de la demande domestique et extérieure), afin que la production puisse trouver des débouchés et que les profits soient effectivement réalisés. Substitution à l'importation et effort à l'exportation sont donc des constantes de la politique industrielle sud-coréenne jusqu'à la fin des années 1970. Pour la mettre en œuvre, l'Etat apporte un soutien sans faille aux entreprises déterminées à investir dans des projets certes coûteux et risqués, mais offrant des perspectives de gains attrayantes. Le rationnement et l'attribution sélective du crédit, l'accès privilégié aux emprunts étrangers garantis par l'Etat, les subventions aux exportations ou encore les avantages fiscaux sont autant de leviers actionnés par l'Etat pour engager les industriels sur la voie de la croissance. Néanmoins, pour assurer l'efficacité de son implication dans l'économie, celui-ci doit veiller à ce que les investissements soient réalisés de manière productive. Dès lors, la bureaucratie devient un instrument de surveillance et d'encadrement du secteur privé. En l'absence des effets incitatifs et sélectifs du marché, « le pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie s'exerce de telle sorte que les ressources sont attribuées à des entreprises qui en font un usage suffisamment productif » [5]. L'industrialisation, telle qu'elle est menée en Corée du Sud, fait donc naître une tendance au monopole. En effet, en favorisant certaines firmes au détriment des autres, Park Chung-Hee alimente volontairement une dynamique de concentration du capital devant aboutir à l'émergence de grands groupes qui, par leur taille, peuvent réaliser des économies d'échelle et s'imposer sur les marchés étrangers. Tout en jugulant au maximum la propension des chaebols à la rente improductive, le dirigeant sud-coréen cherche à constituer de véritables champions nationaux dominant leur secteur d'activité. Dans cet esprit, le gouvernement concentre ses efforts, à partir de janvier 1973, sur une poignée de secteurs clés comme la pétrochimie, la construction navale, les industries sidérurgiques ou l'électronique. Par un processus politique de sélection, les aides et les subventions octroyées par l'Etat ciblent les entreprises les mieux capables de produire en grande quantité et à moindre frais pour satisfaire les exigences d'exportations. L'Etat crée ainsi une concurrence pour la ressource entre un petit nombre d'acteurs afin de bénéficier de ses vertus incitatives tout en renforçant la structure oligopolistique, seule à même de générer des économies d'échelles et de rendre les chaebols compé-



titifs sur les marchés internationaux.

L'alliance de la matraque et du capital

Toutefois, l'action de l'Etat en faveur des chaebols n'est pas simplement d'ordre économique. La fuite en avant vers la croissance, relancée avec plus de force à partir de 1973, induit l'accumulation du capital – c'est-à-dire le réinvestissement productif de la survaleur –, ce qui n'est possible que par l'accroissement (ou du moins le maintien) des profits. Dès lors, il devient indispensable d'instaurer des conditions politiques et sociales favorables à leur formation, donc à l'extorsion de la survaleur. Sans négliger les facteurs militaires et géopolitiques qui l'ont également motivé, le durcissement du régime de Park Chung-Hee au tournant des années 1970 doit être appréhendé à l'aune des nécessités capitalistes. A partir de 1969, l'économie sud-coréenne entre dans une phase de récession au cours de laquelle un grand nombre de chaebols menace de faire faillite sous le poids de la dette. En parallèle, l'industrialisation du pays a atteint un stade suffisamment avancé pour permettre la formation d'une conscience de classe parmi les travailleurs coréens [7]. Le début des années 1970 voit alors se multiplier les initiatives syndicales, comme au Peace Market de Séoul où se crée, en totale illégalité, le Syndicat des travailleurs textiles de Chonggye [8]. Enfin la crise économique, couplée à la prolétarianisation des populations rurales, pose les fondements d'une alliance entre les classes moyennes et les ouvriers qui se matérialise par la création, en avril 1971, du Conseil populaire pour la préservation de la démocratie, une coalition progressiste qui rassemble des étudiants, des associations catholiques et des ouvriers urbains. Dans le même temps, l'opposition social-

démocrate à Park Chung-Hee, incarnée par le Nouveau Parti Démocratique (NPD), gagne du terrain dans les urnes. Défenseur de la taxation du capital, de la réduction du temps de travail, de l'augmentation des salaires, et partisan d'une meilleure redistribution des richesses, le leader du NPD, Kim Dae-Jung, s'impose rapidement comme le principal rival du président sortant pour les élections de 1971. Bien qu'il les perde largement, son parti remporte le mois suivant 43,6% des sièges aux élections législatives, c'est-à-dire suffisamment pour s'opposer à une révision constitutionnelle qui permettrait à Park de renouveler une nouvelle fois son mandat. Plus fondamentalement, la base sociale sur laquelle s'appuie le parti, en portant des revendications contraires aux intérêts de la bourgeoisie sud-coréenne, menace de perturber la réalisation du profit, à un moment où celle-ci est déjà largement compromise par la crise. Alors que l'agitation se répand dans les universités comme sur les lieux de travail, Park Chung-Hee instaure une nouvelle constitution, dite de Yusin, en octobre 1972. Par ce coup de force, il parvient à concentrer l'ensemble des pouvoirs, à interdire les organisations professionnelles autres que la Fédération des Syndicats Co-

réens (relais officiel de l'exécutif et du patronat dans la classe ouvrière) et à renforcer la répression politique. Celle-ci ne s'exerce pas seulement par le truchement de la police mais également par l'action continue de la Korean Central Intelligence Agency (KCIA), qui travaille en étroite collaboration avec les chaebols pour infiltrer les collectifs de travailleurs et repérer les dissidents du régime. Ainsi muselée, la société civile est incapable de s'opposer à la mise au pas des travailleurs par la compression des salaires et par l'augmentation du temps de travail. Grâce à l'arsenal répressif déployé par Park Chung-Hee à partir de 1972, les conglomerats disposent d'un climat politique et social favorable au renforcement de l'exploitation ouvrière, à l'accroissement des profits et, par conséquent, à leur expansion économique. La férocité avec laquelle la bourgeoisie coréenne s'est acharnée contre le mouvement ouvrier dans les années 1970-1980 a plongé durablement les travailleurs dans un état quasi neurasthénique qui les a empêchés de reformer des syndicats puissants. Il aura fallu attendre le 29 mai 2024 pour que 28 000 salariés du groupe Samsung entrent en grève ; une première dans l'histoire de la firme.

SOURCE: LVSL.fr

Notes :

- [1] Byung-Kook Kim, Ezra F. Vogel (dir.), The Park Chung Hee Era, The Transformation of South Korea, Cambridge, Harvard University Press, 2011
- [2] Jong Won Lee, « Industrial Policies, Chaebols, and Market Reform Agenda in Korea », dans The Journal of East Asian Affairs, volume 20, n°1, 2006
- [3] Carter J. Eckert, Offspring of Empire, The Koch'ang Kims and the Colonial Origins of Korean Capitalism, 1876-1945, Seattle, University of Washington Press, 1991
- [4] H. Kohachiro Takahashi, Du féodalisme au capitalisme, problèmes de la transition, Paris, Société des Etudes Robespierriennes, 1982
- [5] Leroy P. Jones, Il Sakong, Government, Business, and Entrepreneurship in Economic Development: The Korean Case, Cambridge, Harvard University Press, 1980
- [6] Hagan Koo, Korean Workers, The Culture and Politics of Class Formation, Ithaca, Cornell University Press, 2001
- [7] John Minns, « The Labour Movement in South Korea », dans Labour History, Liverpool University Press, n°81, novembre 2001

EGYPTE ET L'ITALIE
**Signature de 2
accords de
formation
professionnelle**

En mars, les gouvernements égyptien et italien ont signé un mémorandum d'entente en vue de la promotion de l'enseignement de l'italien et de la formation technique et professionnelle en Egypte. Cette coopération vise à garantir une main-d'œuvre qualifiée pour les deux pays. L'Egypte et l'Italie ont signé deux protocoles d'accord dans le domaine de la formation technique et professionnelle. Le premier accord lie quatre institutions italiennes et égyptiennes pour la création d'une offre éducative dans le secteur de la mécanique. Les institutions impliquées dans ce projet sont : l'Institut Malignani d'Udine, le spécialiste de la sidérurgie, Danieli Industrie, l'Institut Don Bosco du Caire et la New Cairo Technological University. Le second accord concerne la formation dans le domaine biomédical. Dans le cadre de cet accord, la fondation ITS Nuove Tecnologie della Vita Academy de Bergame, la société Polygon de Milan, l'Institut Don Bosco du Caire et l'université technologique égyptienne du 6 octobre se sont engagés à lancer un parcours de formation commun dans ce domaine. Selon une publication de l'ambassade d'Italie en Egypte, ces accords ont été signés lors de la Conférence sur l'investissement Union européenne - Egypte qui s'est tenue au Caire les samedi 29 et dimanche 30 juin. La même source nous apprend également que ces accords s'inscrivent dans le cadre du plan Mattei, la nouvelle feuille de route pour la mise en œuvre des partenariats entre l'Italie et l'Afrique. « Ces protocoles d'accord font partie d'une stratégie plus large promue par le gouvernement italien à travers le Plan Mattei, visant à améliorer le niveau de compétences techniques et professionnelles des étudiants égyptiens et à encourager les voies d'immigration légale dans des secteurs clés pour l'Italie et pour ses entreprises », a déclaré le ministre italien de l'Education et du Mérite, Giuseppe Valditara. Les nouveaux accords officialisent les termes d'application d'un mémorandum d'entente signé en mars dernier entre les deux pays. Ce dernier visait à promouvoir la langue italienne et l'excellence de l'enseignement professionnel italien en Egypte. En matière de formation et d'emploi, les deux pays comptent aller plus loin. Ils préparent la création d'un centre italo-égyptien pour l'emploi au Caire afin de promouvoir la formation professionnelle et les cours d'orientation sur les marchés du travail égyptien et italien.

PORTANT LE PREMIER SEMESTRE 2024 À 882 MILLIONS DE DOLLARS

Les startups MENA ont levé 116 millions de dollars en juin

L'activité d'investissement dans l'espace startup de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a ralenti en juin avec 38 startups tech ayant levé 116 millions de dollars, portant le total semestriel à 882 millions de dollars, selon les dernières données.

Le montant levé en juin a connu une baisse de 59% d'un mois sur l'autre par rapport aux 282 \$ levés en mai, mais a enregistré une augmentation de 182% par rapport à la même période l'année dernière, selon la plate-forme de nouvelles venture Wamda. Dans son dernier rapport mensuel, la plateforme a déclaré que les startups basées aux Émirats arabes unis étaient en tête de la région, obtenant 82,5 millions de dollars dans le cadre de 15 transactions. Les startups égyptiennes ont suivi avec 15 millions de dollars levés par quatre entreprises, soit le deuxième plus haut total. L'Arabie saoudite est passée au troisième rang, avec sept initiatives qui ont permis de recueillir 13,5 millions de dollars. Une activité notable a également été observée en Irak, avec six startups ayant levé environ 1,2 million de dollars, bien que ce montant pourrait être plus élevé car Orisdi, Bonlili et Alsaree3 n'ont pas divulgué leurs valeurs d'investissement. Juin a été marqué par l'absence de méga-contrats, l'accord de 30 millions de dollars de Tenderd ayant la plus grande taille de billets.

Sur le plan sectoriel, la fintech a récupéré sa position de domaine le plus financé, obtenant 38 millions de dollars avec plus de 10 transactions, suivie de près par la technologie de la construction, grâce à l'accord de Tenderd. Pendant ce temps, trois start-up proptech ont levé 19,6 millions de dollars en juin, inversant ainsi l'avance qu'elles avaient réalisée en mai. La majeure partie de l'investissement de juin est allée à la phase de pré-série A, avec quatre startups recevant 45 millions de dollars, suivie par la phase de démarrage, où cinq startups ont levé 27,3 millions de dollars. Cependant, si l'on considère le volume d'investissement, les start-ups en phase de démarrage attirent toujours l'attention des investisseurs, avec huit start-ups à leur stade de pré-amorçage recueillant 3 millions de dollars et huit autres obtenant 140000 \$ en subventions. Les entreprises en démarrage exploitant le modèle interentreprises ont dominé la majeure partie du financement en juin, recueillant 66,4 millions de dollars dans le cadre de 18 transactions, ce qui représente 74 % de l'investisse-

ment total, tandis que 20 entreprises en démarrage ont recueilli 49,5 millions de dollars. La majorité du financement a été versée à des jeunes entreprises fondées par des hommes, qui ont reçu 103,4 millions de dollars, soit 89 % du total, tandis que deux jeunes entreprises dirigées par des femmes ont recueilli 200000 \$. Les Émirats arabes unis étaient l'écosystème le plus financé de la région au premier semestre 2024, avec 91 startups basées aux Émirats arabes unis ayant levé 455,5 millions de dollars, contre 604 millions de dollars à la même période l'année dernière. L'Arabie saoudite a suivi, attirant 300 millions de dollars en financement total, contre 554 millions de dollars l'an dernier. La crise économique en Égypte a poussé l'écosystème des startups égyptiennes à un déclin drastique, avec seulement 33 startups ayant levé 83 millions de dollars, soit une baisse de 80% par rapport à la même période l'année dernière. En revanche, l'écosystème marocain a pris de l'ampleur, avec six startups ayant obtenu 12,5 millions de dollars de financement au cours de la même période.

TUNISIE

L'Italie et s'engage à former et recruter 2 000 travailleurs BTP

En octobre 2023, les gouvernements italiens et tunisiens se sont mis d'accord pour la mise en œuvre d'un programme d'intégration professionnelle dans le secteur du bâtiment. Jusqu'en 2026, le pays européen va recruter des Tunisiens pour combler le déficit de main-d'œuvre dans ses entreprises. La Tunisie et l'Italie viennent de signer un nouvel accord de partenariat pour intégrer 2 000 travailleurs tunisiens du secteur des bâtiments et

travaux publics sur le marché de l'emploi en Italie entre 2024 et 2026. Avant de rejoindre le pays européen, les personnes sélectionnées seront formées aux compétences linguistiques et techniques, d'après les termes de l'accord, dont les signataires sont l'Association italienne des entrepreneurs privés du bâtiment (ANCE) et l'association italienne Elis, côté italien ; et côté tunisien, l'Agence tunisienne de l'emploi (ANETI) et l'Agence tunisienne de

formation professionnelle (ATFP). Cette formation aura pour but de renforcer les compétences des diplômés tunisiens pour les mettre à niveau pour le marché de l'emploi en Italie. Cela afin de permettre au pays africain de combler ses besoins d'emploi. Cette opération est la résultante de deux accords signés en octobre dernier. Le premier accord signé le 20 octobre entre les deux gouvernements organise la politique d'intégration professionnelle entre les deux

pays. Le second accord établissait le cadre juridique pour le lancement d'un programme de formation et d'insertion professionnelle entre la Tunisie et l'Italie. Signé le 31 octobre, il engageait l'ANCE, l'ANETI et l'ATFP. Pour l'Italie, ce rapprochement avec la Tunisie est négocié alors que son secteur du bâtiment connaît une pénurie de main-d'œuvre. Selon le média italien Il FattoQuotidiano, en 2022 ce déficit était estimé à 260 000 postes vacants.

GRÂCE À L'EXPLOITATION MINIÈRE

Libérer le potentiel de la Mauritanie

La Mauritanie vit actuellement une période passionnante. Ce pays qui relie l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord est en train de transformer son économie grâce à l'exploitation minière, à l'hydrogène vert et au gaz naturel. Voici le point de vue de la Banque africaine de développement sur ce secteur et ce qu'il signifie pour l'économie mauritanienne. La Mauritanie est un trésor de richesses minières inexploitées. Avec plusieurs milliards de tonnes de gisements de minerai de fer, le pays est le deuxième plus grand producteur de cet important minerai en Afrique. Rien qu'en 2022, la Mauritanie a produit treize millions de tonnes de minerai de fer, grâce à des réformes proactives et à des politiques minières attrayantes, selon les données de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Et devinez quoi ? Les sources minières indiquent qu'elles sont en bonne voie pour doubler cette production d'ici 2030. Quelle est l'importance de l'exploitation minière dans l'économie mauritanienne ? Selon les Perspectives économiques en Afrique 2024 de la Banque africaine de déve-

loppement, l'avenir économique de la Mauritanie s'annonce prometteur, avec une croissance du PIB réel estimée à 4,2 % en 2024 et à 5,5 % en 2025 — ce qui est supérieur aux prévisions de croissance tant africaine que mondiale. Cette croissance supérieure à la moyenne est en grande partie attribuable aux activités du secteur minier. L'année dernière, en 2023, ce secteur a fait les gros titres. La production de la société minière aurifère Tasiast Mauritanie Limited S.A. a grimpé à 620,8 milliers d'onces, et la Société nationale industrielle et minière (SNIM) a atteint un nouveau niveau record de production de 14,01 millions de tonnes de minerai de fer. Ces chiffres montrent que les industries extractives ne sont pas seulement des piliers de l'économie nationale, mais les moteurs de croissance les plus dynamiques. Dans l'ensemble, la contribution du secteur minier au PIB de la Mauritanie est passée de 18 % en 2021 à 24 % en 2022. Cette croissance a été tirée par l'augmentation de l'extraction des minerais métalliques, notamment de l'or. Le secteur a également augmenté le budget national, contribuant à environ 30 % des recettes en 2022. La SNIM a ou-

vert la voie, suivie par Tasiast Mauritanie Limited S.A. et Mauritanian Copper Mines.

Évolutions du secteur et projets d'avenir

À l'échelle mondiale, le paysage de la production d'acier évolue, avec un passage à des processus moins intensifs en carbone et plus efficaces. Cela se traduit par une demande accrue de minerais et de boulettes DRI de haute qualité, qui nécessitent moins d'énergie et produisent moins de déchets. La Mauritanie, et en particulier la SNIM, est prête à tirer parti de cette tendance. Au cours de la prochaine décennie, la Mauritanie prévoit de doubler sa capacité de production de minerai de fer pour la porter à plus de 45 millions de tonnes par an. Cet objectif ambitieux nécessite d'importants investissements dans l'infrastructure et la logistique. L'accent est mis sur la production de minerai de fer de haute qualité et sur le développement de boulettes de minerai de fer, afin de s'aligner sur l'évolution mondiale vers des processus de fabrication d'acier plus propres.

NIGERIA

Quatre milliards \$ d'investissements annoncés pour le secteur minier

Le Nigeria dispose de ressources minérales évaluées à 700 milliards de dollars, mais la contribution du secteur minier reste inférieure à 1 %. Des efforts sont donc en cours du côté du gouvernement pour mettre en place les conditions favorables à l'investissement minier dans le pays.

Le groupe Nigeria Backbone Infrastructure Limited (NBIL) prévoit de consacrer 4 milliards de dollars au secteur minier nigérian dans les années à venir. C'est l'annonce faite la semaine écoulée par son directeur général Henry Owonka qui précise que ce financement sera utilisé pour l'exploration et la collecte de données. Selon les détails relayés par plusieurs médias locaux, NBIL veut investir 172 milliards de dollars sur 22 ans dans différents secteurs, allant de l'énergie à l'agriculture en passant par les transports. Concernant la mobilisation des fonds, la société nigériane veut développer des coentreprises impli-

quant non seulement des investisseurs nationaux et internationaux, mais aussi le gouvernement. Si les contours de cette mobilisation de fonds ne sont pas clairement définis, l'annonce vient appuyer les efforts consentis depuis quelques mois par l'administration Tinubu pour développer le secteur minier. Alors que le Nigeria déclare héberger 44 différents minéraux, dont certains essentiels à la transition énergétique comme le lithium et le nickel, les données d'exploration sont encore insuffisantes et le gouvernement s'efforce donc d'améliorer la collecte de données géologiques. « Les données sont un facteur crucial pour les investissements étrangers. Nous nous ef-

forçons d'augmenter de manière significative le financement de l'exploration afin de générer les données nécessaires qui attireront les principaux acteurs internationaux et positionneront le Nigeria comme une destination minière mondiale », explique DeleAlake (photo), ministre des Minéraux solides. Pour rappel, les ressources minérales du Nigeria sont évaluées à 700 milliards de dollars et leur exploitation peut véritablement transformer le secteur minier, dont la contribution au PIB reste inférieure à 1 %. Cela contribuerait à réduire la dépendance du pays au pétrole, son principal produit d'exportation.

GABON

2e année consécutive de baisse des exportations de bois transformé

Le Gabon est l'un des principaux producteurs de bois dans la sous-région d'Afrique Centrale avec le Congo et le Cameroun. Sur le segment de la transformation, les expéditions de l'industrie locale faiblissent depuis 2022. Au Gabon, les expéditions de bois transformé ont chuté de 4,3 % à 1 million m³ en 2023, signant une deuxième année consécutive de baisse pour la filière. C'est ce qu'indique la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale

(DGEPPF) dans le Tableau de bord de l'économie (TBE) pour l'année 2023. Cette contre-performance est à inscrire dans un contexte où la production locale de bois débité a baissé de 7,2 % à 1,48 million de m³ en raison de difficultés d'approvisionnement des unités de transformation. « En effet, les problèmes récurrents enregistrés sur la voie ferrée et l'état du réseau routier ont considérablement freiné le rythme d'appro-

visionnement en grumes. De même, certaines unités ont subi le coût élevé du gasoil industriel utilisé comme combustible pour produire de l'énergie », souligne le rapport. En plus de la réduction de l'offre locale de bois transformé, la baisse de la demande sur le marché asiatique, en l'occurrence en Chine, a affecté les performances de l'industrie gabonaise. Selon les données compilées sur la plateforme Trade map, la valeur des achats de bois

et produits dérivés de l'Empire du milieu sur le marché international s'est contractée de plus de 21 % pour s'établir à 17,7 milliards \$ en 2023. En dépit de cette situation, la Chine est demeurée la principale destination pour le bois gabonais, comptant pour 35 % du stock total expédié en 2023, soit 350 000 m³, suivie par Israël, les Pays-Bas, la Malaisie et l'Italie absorbant chacun moins de 10 % des ventes sur le marché international.

INFLATION EN RDC

Faible impact des transports en juin

En juin, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, le logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ont été les principaux contributeurs à l'inflation en RDC. Durant le mois de juin, la contribution du secteur des transports à l'inflation globale en RDC est restée infime, en comparaison

avec d'autres sous-secteurs de l'économie. Au regard des rapports de la Banque centrale du Congo (BCC), intitulés « Condensé hebdomadaire d'informations statistiques », publiés les 12 et 19 juin 2024, on observe parmi les agrégats économiques que la part des Transports à l'inflation globale du début juin au 9 du mois était de 0% alors qu'elle a

progressé pour atteindre 1% au 16 juin. Ces rapports révèlent que les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont été les principaux contributeurs à l'inflation du mois. Leur part dans l'inflation globale était de 77 % du début du mois jusqu'au 9 juin, mais elle a diminué à 68 % au 16 juin.

TRANSMISSION ÉLECTRIQUE

L'Angola signe un accord avec deux industriels

L'Angola est le deuxième pays africain en termes de capacités installées en hydroélectricité. Les projets en cours et à venir vont renforcer ce statut et créer un surplus de production électrique pour lequel le pays devra trouver des débouchés. La société internationale d'ingénierie spécialisée dans le secteur de l'énergie, ProMarks, et Trafigura, leader du marché mondial des matières premières, ont signé le 4 juillet un protocole d'accord avec le gouvernement angolais en vue de réaliser une étude de viabilité technique

et économique et d'élaborer un modèle de partenariat public-privé pour un grand projet régional de transport et de fourniture d'électricité. Le projet envisagé consiste à construire et à exploiter un « interconnecteur » électrique à haute tension de 2000 MW (une ligne de transport CCHT) pour acheminer le surplus d'électricité produit par les barrages hydroélectriques situés dans le nord de l'Angola vers la ceinture de cuivre de la RDC et la Zambie, en s'intégrant au pool énergétique d'Afrique australe (SAPP).

Présent à la cérémonie de signature, le ministre angolais de l'Énergie et de l'Eau, M. João Baptista Borges, a souligné l'importance de ce projet pour l'intégration régionale de l'Afrique australe et pour le développement économique et social des pays concernés. « L'Angola dispose d'un surplus d'énergie qu'il peut mettre à la disposition des pays de la SADC, à savoir la Zambie et la République démocratique du Congo. Les promoteurs privés du projet assureront sa matérialisation et permettront cette interconnexion, afin qu'ensemble nous

puissions contribuer sans équivoque à la création de richesse et à la croissance de nos économies, à travers la commercialisation d'une énergie propre ». A noter que l'entreprise commune qui sera créée entre ProMarks et Trafigura développera, financera, construira et exploitera l'« interconnecteur » électrique. Le projet devrait être financé par une combinaison de capitaux propres et de dettes de tiers. La planification, les autorisations et la construction devraient prendre environ quatre ans après la décision finale d'investissement.

TOGO

15 millions \$ de la SFI pour la construction d'une usine de vêtements

L'usine marquera le premier investissement en Afrique de Star Garments et de sa maison-mère Charles Komar & Sons. Le coût global de ce projet est estimé à 25 millions \$. La Société financière internationale (SFI) a approuvé le lundi 8 juillet 2024, un prêt de 15 millions \$ au profit du fabricant de vêtements sri-lankais, Star Garments. La facilité est constituée d'un prêt de 7,5 millions \$ fourni par la SFI sur son propre compte, et d'un second prêt subordonné du même montant accordé par une institution partenaire. Elle permettra à son bénéficiaire de financer la construction d'une nouvelle usine de fabrication de vêtements au Togo par l'intermédiaire d'une filiale nouvellement créée. L'usine de coupe, assemblage et finition, dédiée à la production d'une gamme d'articles vestimentaires, marquera le premier investissement en Afrique de Star Garments et de sa maison-mère, le groupe familial Charles Komar & Sons, basé aux Etats-Unis. Le coût global de ce projet est estimé à 25 millions \$. Selon la SFI, cet investissement au Togo contribuera à développer l'industrie du textile et de l'habillement du pays. L'institution financière estime que ce secteur reste « largement sous-exploité », malgré « la présence d'un potentiel de croissance important ». En 2022, Kyle Kelhofer, directeur national de la SFI pour le Ghana a indiqué dans un article que l'Afrique de l'Ouest, sixième région productrice de coton au monde, a la possibilité de devenir un centre mondial de fabrication de textile et de vêtements, en exploitant un marché mondial de 1500 milliards \$.

PENDANT QUE LE NASDAQ ET S&P 500 BATTENT ENCORE UN RECORD

Wall Street termine sans véritable direction

La Bourse de New York a terminé sur une note contrastée lundi, sur la lancée des derniers jours, confiante, en apparence, dans les indicateurs et les résultats à venir plus tard cette semaine. Les indices Nasdaq et S&P 500 ont engrangé respectivement 0,28% et 0,10%, signant ainsi de nouveaux records en clôture, tandis que le Dow Jones s'est effrité de 0,08%. C'est le 35e record de l'année pour le S&P 500 et le 25e pour le Nasdaq. Le record absolu du S&P 500 sur une année calendaire date de 1995, avec 77 sommets.

«C'est le premier jour de reprise après le long week-end», marqué par la fête nationale américaine jeudi, a rappelé Kim Forrest, de Bokeh Capital Partners. «Souvent, le marché retrouve l'humeur qu'il avait avant la pause. Or, elle était positive, en particulier vis-à-vis des valeurs technologiques.» Les cavaliers des semi-conducteurs ont donc repris leur galop, menés par l'inévitable Nvidia (+1,88%), suivi par Broadcom (+2,50%), AMD (+3,95%), Qualcomm (+1,04%) ou Intel (+6,15%). Le taïwanais TSMC (+1,43%), coté à New York, en a même profité pour franchir brièvement, pour la première fois, le seuil symbolique des mille milliards de dollars de capitalisation. «Le marché tient sur cinq valeurs technologiques», a souligné Kim Forrest, rappelant que TSMC sera le premier acteur du

secteur à publier ses résultats, le 18 juillet. «Cela va nous donner un premier aperçu de la trajectoire de l'intelligence artificielle» et des investissements effectués dans cette technologie. Une correction de Wall Street passerait nécessairement, selon la gérante, par un dérapage d'un ou plusieurs ogres de la tech, le reste du marché ayant des performances bien plus modérées.

Début des résultats jeudi

La saison des résultats s'ouvre jeudi, avec PepsiCo et Delta Air Lines, suivis par les banques JPMorgan Chase, Wells Fargo et Citigroup, vendredi. Les opérateurs attendent aussi la publication, jeudi, de l'indice des prix à la consommation CPI, dont ils attendent un nouveau ralentissement. Faute de nouvelles fraîches lundi, le

rendement des emprunts d'État américains à 10 ans était stable, à 4,27%. À la cote, Boeing a été soutenu (+0,55%) par l'annonce d'un accord avec le ministère américain de la Justice, qui prévoit que l'avionneur va plaider coupable de «complot» visant à tromper le gouvernement américain lors du processus de certification du 737 MAX. Cette issue évite au constructeur aérien un procès au pénal, qui aurait pu avoir de nouvelles répercussions sur son image, déjà écornée. Mais l'élan s'est estompé après un avis du régulateur américain de l'aviation civile (FAA), qui a réclamé l'inspection immédiate des générateurs d'oxygène de plus de 2.600 avions de la famille des 737 opérant aux Etats-Unis. Le groupe de médias Paramount Global a trébuché de 5,33%, les investisseurs accueillant fraîchement les conditions de sa

fusion annoncée avec la société de production Skydance Media, dont les actionnaires vont prendre le contrôle de la nouvelle entité. Les investisseurs de Skydance vont mettre plus de 8 milliards de dollars sur la table, pour devenir majoritaire au sein du groupe fusionné, mais aussi pour stabiliser financièrement Paramount, très endetté. La descente aux enfers de Nike se poursuit (-3,16%), après la révision en baisse de ses objectifs, fin juin. Le titre de l'équipementier sportif est tombé, lundi, à son plus bas niveau depuis le début de la pandémie, en mars 2020. Le constructeur automobile électrique haut de gamme Lucid a pris de la vitesse (+7,85%) après avoir fait état de livraisons en hausse de 70% au deuxième trimestre. Le groupe a entraîné à sa suite le spécialiste des camions électriques Nikola (+16,69%).

CAC40

Reculé sous les 7600 pts, Dassault Systèmes recule

La bourse de Paris recule de 0,4% ce matin, autour des 7595 points, notamment pénalisée par Dassault Systèmes qui cède 5% après un abaissement de ses prévisions annuelles (voir plus bas), ou encore Capgemini (-2%). 'Il est évident que le contexte politique particulier en France va continuer de peser sur la dynamique boursière', prévient Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. 'Mais il faut toutefois se garder d'exagérer l'impact du fait politique sur l'évolution du CAC 40', estime l'analyste. Car si la Bourse de Paris a broyé du noir récemment, lâchant 4,7% depuis les élections européennes du 9 juin, Wall Street continue, de son côté, d'enchaîner records sur records. Porté les valeurs liées aux semi-conducteurs, le Nasdaq Composite a aligné hier soir un cinquième plus haut historique d'affilée, et son 25ème record cette année.

Le S&P 500 n'est pas en reste avec l'atteinte hier soir d'un 35ème record depuis le 1er janvier. Pour autant, les jours qui arrivent risquent de connaître un nouvel accès de volatilité avec la publication, jeudi, des derniers chiffres de l'inflation aux Etats-Unis, qui seront très suivis par les investisseurs. Lors de son audition prévue aujourd'hui devant le Congrès américain, Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale, pourrait reconnaître certains progrès dans la lutte contre l'inflation, tout en rappelant que la Fed reste 'dépendante des données'. 'C'est habituellement perçu comme le signal de l'enclenchement prochain du cycle de baisse des taux', rappelle Christopher Dembik, chez Pictet AM. D'après le baromètre Fed-watch, les traders tablent actuellement sur une baisse de taux en septembre avec une probabilité qui atteint presque 74%.

Les investisseurs comptent par ailleurs sur une prometteuse moisson de résultats du deuxième trimestre pour retrouver un peu de l'optimisme qui a caractérisé les marchés boursiers depuis le début de l'année. Le coup d'envoi de la saison sera véritablement donné vendredi, avec les comptes des grandes banques américaines JP Morgan, Citi et Wells Fargo. Selon les données de FactSet, les analystes anticipent une hausse de 8,8% des bénéfices des entreprises américaines sur un an, ce qui constituerait leur meilleure performance depuis début 2022. Signe de la confiance des marchés, des actifs considérés comme sûrs, comme les Bunds allemands, n'ont guère bougé hier, ce qui a permis au 'spread' avec les OAT françaises de se contracter autour de 66 points de base. Ce matin, le Bund à 10 ans évolue à 2,53% contre 3,19% pour l'OAT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Juillet 2024 Valeur : 10 Juillet 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1803	134.1953
1	EUR	EURO		145.3844	145.4543
1	GBP	POUND STERLING		171.9158	171.9571
100	JPY	JAPANESE YEN		83.3884	83.4133
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4572	18.4595
1	CHF	SWISS FRANC		149.9389	150.0227
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.4159	98.4558
1	DKK	DANISH KRONE		19.4950	19.4989
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7883	12.7915
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7035	12.7075
1	AED	UAE DIRHAM		36.5305	36.5366
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7700	35.7759
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.4977	438.6901
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7514	43.1811
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5722	13.5737
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4117	27.5521
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5329	3.5333
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.6684	176.6684

BOURSE DE PARIS

En léger repli avant l'audition de Jerome Powell

La bourse de Paris recule de 0,4% ce matin, autour des 7595 points, notamment pénalisée par Dassault Systèmes qui cède 5% après un abaissement de ses prévisions annuelles (voir plus bas), ou encore Capgemini (-2%). 'Il est évident que le contexte politique particulier en France va continuer de peser sur la dynamique boursière', prévient Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. 'Mais il faut toutefois se garder d'exagérer l'impact du fait politique sur l'évolution du CAC 40', estime l'analyste. Car si la Bourse de Paris a broyé du noir récemment, lâchant 4,7% depuis les élections européennes du 9 juin, Wall Street continue, de son côté, d'enchaîner records sur records. Porté les valeurs liées aux semi-conducteurs, le Nasdaq Composite a aligné hier soir un cinquième plus haut historique d'affilée, et son 25ème record cette année.

Le S&P 500 n'est pas en reste avec l'atteinte hier soir d'un 35ème record depuis le 1er janvier. Pour autant, les jours qui arrivent risquent de connaître un nouvel accès de volatilité avec la publication, jeudi, des derniers chiffres de l'inflation aux Etats-Unis, qui seront très suivis par les investisseurs. Lors de son audition prévue aujourd'hui devant le Congrès américain, Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale, pourrait reconnaître certains progrès dans la lutte contre l'inflation, tout en rappelant que la Fed reste 'dépendante des données'. 'C'est habituellement perçu comme le signal de l'enclenchement prochain du cycle de baisse des taux', rappelle Christopher Dembik, chez Pictet AM. D'après le baromètre Fed-watch, les traders tablent actuellement sur une baisse de taux en septembre avec une probabilité qui atteint presque 74%.

Les investisseurs comptent par ailleurs sur une prometteuse moisson de résultats du deuxième trimestre pour retrouver un peu de l'optimisme qui a caractérisé les marchés boursiers depuis le début de l'année. Le coup d'envoi de la saison sera véritablement donné vendredi, avec les comptes des grandes banques américaines JP Morgan, Citi et Wells Fargo. Selon les données de FactSet, les analystes anticipent une hausse de 8,8% des bénéfices des entreprises américaines sur un an, ce qui constituerait leur meilleure performance depuis début 2022. Signe de la confiance des marchés, des actifs considérés comme sûrs, comme les Bunds allemands, n'ont guère bougé hier, ce qui a permis au 'spread' avec les OAT françaises de se contracter autour de 66 points de base. Ce matin, le Bund à 10 ans évolue à 2,53% contre 3,19% pour l'OAT. Dans l'actualité des sociétés françaises, Das-

sault Systèmes annonce ajuster ses prévisions annuelles, pour viser désormais une croissance du chiffre d'affaires total entre 6 et 8% (contre 8-10% précédemment), ainsi qu'une hausse du BNPA de 8 à 11% (au lieu de 10-12%). Saint-Gobain annonce avoir finalisé l'acquisition de CSR Limited, acteur de référence dans les matériaux de construction en Australie avec un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de dollars australiens et une marge d'EBITDA d'environ 18% pour son dernier exercice. Stellantis a déclaré mardi qu'il comptait équiper davantage de modèles avec sa technologie de motopropulseur hybride afin de répondre à la demande croissante de ses clients européens. Saft annonce qu'elle fournira à MDA Space Ltd plus de 250 batteries rechargeables lithium-ion pour alimenter la gamme de produits MDA Aurora, qui favorise la transition de la technologie satellitaire analogique à la technologie satellitaire numérique.

ROYAUME-UNI

Le pays face à de "difficiles choix entre impôts et dépenses"

Le Royaume-Uni va devoir faire face à de "difficiles choix entre impôts et dépenses", du fait du niveau élevé de dette publique, a estimé lundi le Fonds monétaire international (FMI).

Selon l'institution basée à Washington, "le défi majeur à moyen terme d'un point de vue budgétaire sera de mieux prendre en compte les besoins en termes de dépense publique tout en stabilisant véritablement la dette". Le FMI rendait publiques lundi les conclusions de son article IV concernant le Royaume-Uni, qui permet de faire le point annuellement sur la situation économique et financière du pays. Le Fonds reconnaît la nécessité d'investissements majeurs, notamment dans le secteur de la santé, dans un contexte de sous-financement chronique et de vieillissement de la population, mais aussi de "réformes structurelles ambitieuses pour renforcer la croissance potentielle du pays".

Mais il souligne également la nécessité de garder l'endettement public sous contrôle, alors que ses prévisions la voient pour l'heure se rapprocher petit à petit de l'équivalent de 100% du PIB britannique. Parmi les mesures envisageables afin de répondre à ce double défi, le FMI retient notamment la possibilité de renforcer les rentrées fiscales de l'Etat, citant notamment la hausse de la taxation du carbone, de l'impôt sur la succession, sur la propriété immobilière ou encore en élargissant la base de la TVA. Plus largement, le Fonds se montre prudent en termes de croissance à long terme, l'envisageant modérée, du fait d'une faible hausse de la productivité, du vieillissement de la population et d'un niveau élevé d'inactivité.

Il souligne en revanche qu'une hausse de l'immigration a permis jusqu'ici de contrebalancer ces effets négatifs, malgré les effets post-Brexit persistants, qui s'atténuent malgré tout peu à peu dans le temps. Si la croissance économique repart doucement tandis que l'inflation est de retour à la cible de la Banque d'Angleterre, les finances publiques sont abîmées. Le FMI est venu confirmer ce retour de l'inflation à la cible, anticipant une légère remontée à 2,5% en fin d'année, qui ne sera cependant que passagère. Après une croissance quasi nulle en 2023, l'économie britannique devrait progresser de 0,7% cette année, avant d'accélérer à 1,5% en 2025 et 1,7% en 2026.

FRANCE

Le choc des élections françaises entraîne une baisse de l'euro

La victoire inattendue du Nouveau Front Populaire (gauche) a fait chuter l'euro, les marchés craignant une frénésie de dépenses incompatibles avec les finances de l'Etat français. Le (premier) verdict des marchés financiers est tombé rapidement après l'annonce des résultats des législatives en France : l'euro a perdu 0,3 % dans les premières heures des échanges asiatiques dimanche après la victoire du Nouveau Front Populaire (NFP). Selon les résultats publiés par le ministère français de l'Intérieur la gauche du NFP a remporté 187 sièges à l'Assemblée nationale sur 577 députés. L'alliance des partis soutenant Emmanuel Macron a terminé seconde avec 159 sièges et le RN a été finale-

ment relégué à la 3e position avec 142 sièges. Alors que les marchés s'étaient récemment redressés en pensant que le Rassemblement national n'obtiendrait pas la majorité absolue en France, l'incertitude semble de nouveau de mise. "Il semble que les partis d'extrême droite aient obtenu un soutien important", a déclaré Simon Harvey, responsable de l'analyse des changes chez Monex Europe, cité par Reuters. "Mais fondamentalement, du point de vue du marché, il n'y a pas de différence en termes de résultats. Il y aura vraiment un vide en ce qui concerne la capacité législative de la France". Les marchés détestent notamment l'incertitude, et la scène politique française est actuelle-

ment loin d'être stable. Avec la probabilité d'une Assemblée sans majorité et le manque de clarté quant à la forme de coalition possible, une forme de gouvernement minoritaire ou de "cohabitation" - où le pouvoir est partagé entre un Premier ministre et un président issus de partis opposés - semble probable. Cela pourrait présager un blocage législatif. De plus, l'alliance de gauche du Nouveau Front Populaire (NFP) n'est pas connue pour sa prudence fiscale. Le chef de file de la France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon a ainsi déclaré que des décrets pourraient être rapidement pris pour abroger la réforme des retraites d'Emmanuel Macron et que des mesures seraient prises pour augmenter le salaire mini-

mum en France. LFI souhaite également mettre en œuvre une augmentation des salaires de 10 % pour les fonctionnaires, augmenter les aides au logement de 10 % et embaucher davantage d'enseignants et de travailleurs de la santé. Ces mesures supplémentaires impliqueraient une augmentation progressive des dépenses publiques de 150 milliards d'euros. Le parti affirme que ces mesures seraient financées par une augmentation des impôts pour les riches. C'est ce programme de dépenses publiques qui a effrayé les marchés, en particulier au vu de la santé actuelle des finances de la France.

EN RAISON DE SON INFLATION ÉLEVÉE

La BCE repousse l'entrée de la Bulgarie dans la zone l'euro

La Bulgarie ne peut pas rejoindre la zone euro en raison de son niveau d'inflation élevé, a fait savoir la Banque centrale européenne dans un rapport publié ce mercredi. La Bulgarie ne deviendra pas le 21e membre de la zone euro, en tous cas pas à court terme. Une décision rendue publique par la Banque centrale européenne, via un rapport publié mercredi 26 juin. Cette décision devrait décevoir Sofia, malgré les inquiétudes de la population qui craint que cela n'exacerbe la hausse

des prix dans l'État balkanique. "Des progrès limités ont été réalisés par les États membres de l'Union européenne ne faisant pas partie de la zone euro en matière de convergence économique avec la zone euro depuis 2022", a déclaré la BCE dans un communiqué de presse. Les prix en Bulgarie augmentent à un rythme annuel de 5,1 %, soit 1,8 point de pourcentage de plus que ce qu'ils devraient être pour rejoindre l'union monétaire, a indiqué la BCE, qui a toutefois ajouté que l'inflation devrait "diminuer

progressivement au cours des prochains mois" à mesure que les goulets d'étranglement de l'offre se résorberont. Les pays n'adhèrent pas automatiquement à l'euro lorsqu'ils deviennent membres de l'Union européenne, mais ils sont censés le faire une fois qu'ils convergent vers des normes juridiques et économiques, notamment des taux de change stables et des finances publiques saines. Les seules exceptions sont la Suède et le Danemark, qui ont négocié des dérogations politiques et juridiques et conservent leur monnaie nationale.

MONNAIES

L'euro se stabilise face au dollar

L'euro effaçait ses pertes face au dollar lundi après le second tour des élections législatives en France. La monnaie unique restait atone par rapport au dollar, à 1,0840 dollar pour un euro. Elle se dépréciait de 0,02% vis-à-vis de la livre, à 84,56 pence pour un euro. La monnaie unique avait initialement plongé davantage "lors de l'ouverture du marché des changes en Asie hier (dimanche) soir", rappellent des analystes. Mais "au cours des échanges ce (lundi) matin, il est devenu clair que le marché dans son ensemble" estimait que "le résultat des élections n'a en grande partie aucune importance" pour l'euro, ont-ils ajouté, en soulignant que "l'un des résultats de la crise de la zone euro au début de la dernière décennie" est que celle-ci dispose désormais d'un "mécanisme de crise". La prime de risque sur l'euro semble déjà s'être quelque peu atténuée, mais si la gauche "impose sa stratégie", le cours de l'euro face au dollar "tombera probablement en dessous de 1,05 (dollar pour un euro), compte tenu des implications budgétaires considérables", estiment les analystes.

PORTUGAL

Lisbonne a accueilli en 2023 un record de 26,5 millions de touristes étrangers

En 2023, le Portugal a accueilli 26,5 millions de touristes étrangers, un record historique. Le tourisme représente environ 12% du PIB. Le Portugal a accueilli l'an dernier 26,5 millions de touristes étrangers, un record historique qui représente un bond de 19,2% par rapport à 2022, et une hausse de 7,7% face 2019, année référence précédant la pandémie de Covid, a annoncé lundi l'Institut national des statistiques. Avec 5,7 millions de visiteurs, l'Espagne voisine "s'est maintenue comme le principal marché émetteur de touristes internationaux", avec un quota de 25,2%, a précisé l'office statistique dans un communiqué. Les Espagnols sont suivis des Britanniques et des Français, avec près de 3 millions de visiteurs chacun. 12% du PIB Le tourisme représente environ 12% du PIB du Portugal, qui a connu en 2023 une croissance économique de 2,3%, parmi les plus fortes de l'Union européenne, portée notamment par les exportations. Pour cette année, la croissance devrait s'établir à 1,5%, puis à 1,9% l'année prochaine, selon les dernières prévisions publiées à la mi-avril par le gouvernement de droite modérée. La Banque du Portugal table de son côté sur une croissance de 2% cette année et 2,3% en 2025.

Toyota casse les prix de ses hybrides rechargeables



Toyota rajoute 3000 € de remise à ses 2000 € appliqués automatiquement sur toute la gamme hybride. Cela concerne les hybrides rechargeables C-HR et Prius, qui démarre désormais à moins de 39 000 €.



Les soldes ne sont pas là uniquement pour vous faire acheter des paires de chaussures, de l'électroménager ou des matériaux de bricolage. Ils sont aussi une bonne occasion pour les constructeurs d'attirer le client dans une période qui s'annonce traditionnellement creuse. Juillet et août ne sont en effet pas les mois les plus porteurs en matière de commandes de véhicules neufs, si bien que les marques usent des offres et remises en tout genre pour limiter la casse pendant la période estivale. C'est le cas de Toyota qui affiche une baisse substantielle sur ses hybrides rechargeables C-HR et surtout Prius. Certains diront que c'est un juste retour des choses, alors que la Prius PHEV a vu ses prix exploser au changement de génération. Un retour à une normale toute relative qui pourrait toutefois faire mouche : la Prius est à moins de 39 000 € jusqu'au mois d'août.

5000 € de remise sans conditions

Contrairement à d'autres constructeurs qui conditionnent leurs rabais à une reprise de véhicule, Toyota applique directement la baisse sans rien attendre. En plus des 2000 € qui sont "offerts" toute l'année sur la gamme hybride, la marque nipponne rajoute 3000 € de remise, soit 5000 € au total sur Prius hybride rechargeable. Et ce montant atteint même 5500 € sur le C-HR PHEV.

Pour bénéficier de l'offre, il faut commander un de ces deux véhicules neufs dans le réseau Toyota entre le 2 juillet et le 29 août 2024. Le C-HR PHEV démarre désormais à 39 900 € et la Prius à 38 900 €. Cela reste évidemment une somme, mais il faut aussi rappeler les performances et surtout l'efficacité de la berline japonaise plus frugale que jamais. Des consommations tellement basses que l'hybridation rechargeable, traditionnellement problématique à cause de son poids lorsque les électrons viennent à manquer, n'est même plus un problème. Le beurre et l'argent du beurre.

STELLANTIS

Quel avenir pour les marques premium DS Automobiles et Lancia ?

Dans la Galaxie Stellantis il existe deux marques premium qui interrogent : DS Automobiles et Lancia. La première parce que depuis sa naissance en 2012 les ventes ne sont pas très élevées, la seconde parce qu'après une carrière dans l'anonymat complet, elle revient sur le devant de la scène. Qu'est-ce que Stellantis compte faire d'elles ?

Pour Stellantis, les marques haut de gamme comptent beaucoup pour l'image du groupe international. Parmi les marques premium qui animent la ga-

laxie Stellantis on trouve de nombreuses marques sportives avec tout en haut Maserati et les marques plus abordables (en ce qui concerne le tarif de leurs autos) Abarth et Alfa Romeo. Mais il y en existe deux autres qui se nomment DS Automobiles et Lancia.

DS Automobiles et Lancia sont moins connues du public, tout d'abord parce que la marque de luxe à la française DS Automobiles en dix années d'existence n'affiche qu'un faible volume de ventes (moins de 60 000 unités en 2023) et que Lancia a passé les dernières années avec un seul modèle dans sa gamme, l'Ypsilon, vendue uniquement en Italie.

Un programme copieux pour Lancia

Mais il devrait y avoir du changement dans les prochaines années. D'abord parce que Lancia va redevenir une marque à part entière qui va vendre dans de nombreux pays européens sa nouvelle Lancia Ypsilon, et qui accueillera dans les années futures deux autres modèles plus grands et électriques, dont une future Lancia Delta. La politique de la marque italienne consiste aussi à développer les points de vente en Europe, car tout reste à faire. C'est pour cela que le constructeur prévoit d'installer une centaine de points de vente dans 60 grandes villes européennes et de réaliser une grande partie de ses ventes en ligne.



DS AUTOMOBILES

DS Automobiles se doit d'être rentable

Quant à DS Automobiles qui va accueillir bientôt une DS 4 électrique et un SUV coupé, il n'est, semble-t-il, pas question de multiplier les ventes d'une manière très importante, mais de garantir une plus grande rentabilité. La marque sera aussi électrique puisque tous les nouveaux modèles disposeront de batteries et d'électromoteurs. Le programme est complet pour le moment et les futurs modèles sont tous en phase de finalisation.

Acquérir une légitimité pour la marque française

Alors que pour Lancia il s'agit d'un saut dans l'inconnu, pour DS Automobiles il s'agit d'asseoir sa légitimité face à la rude concurrence des modèles germaniques d'Audi, BMW et Mercedes. La marque française a comme plan de bataille de se concentrer sur la satisfaction client avec une démarche d'amélioration continue. Il faudra aussi que les voitures de la



marque française soient encore plus uniques (dotées d'équipements spécifiques comme le DS Active Scan Suspension), avec toujours des intérieurs luxueux, mais aussi avec peut-être une dose de néo-rétro.

Un peu de néo-rétro, pourquoi pas une DS modernisée ?

Alors que le designer en chef Thierry Mètroz s'était toujours refusé à singer l'iconique Citroën DS qui a donné son nom à la marque de luxe, il semble que le nouveau directeur de la marque, Olivier François, ne trouve rien à redire à une petite dose de néo-rétro dans le design des futures autos. Ce ne sera pas pour les prochaines générations de modèles comme les remplaçants des DS 3 et DS 7, dont le style est sans aucun doute déjà figé, mais pour le coup d'après.

Chez Lancia des noms mythiques

Après tout, chez Fiat la Fiat 500 plaît et Renault en réinventant les Renault 5 et



Renault 4 devrait connaître le succès, alors pourquoi pas une DS revisitée chez DS Automobiles ? Chez Lancia, si l'on conserve les noms des anciens modèles (Ypsilon, Delta, Gamma) le style n'a rien de rétro, mais en conservant des noms importants dans l'histoire de la marque on ne part pas totalement d'une feuille blanche. Pour le reste, et pour que ces deux marques soient viables dans le futur, elles puiseront dans la banque d'organes du groupe Stellantis afin de limiter leurs coûts au maximum et parvenir rapidement à une rentabilité, sans laquelle, aucune marque ne peut durer.

La Chine domine les brevets en IA générative

Google, Microsoft, OpenAI, Anthropic, Cohere ou encore Mistral AI... Les grands noms de l'IA sont majoritairement américains et européens. Et pourtant... Selon les Nations Unies, c'est bien la Chine qui dépose le plus de brevets sur l'IA générative.

Surprise ! Dans une étude récente publiée par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI / WIPO), un organisme des Nations Unies, la Chine s'impose comme le leader incontesté dans le domaine des brevets liés à l'intelligence artificielle (IA) générative. Une façon de rappeler que dans l'IA comme dans tout le reste, la Chine entend jouer un rôle prépondérant et ne néglige pas le potentiel de l'IA pour booster sa propre économie. On le sait tous, l'IA générative, capable de produire du texte, des images, du code informatique et même de la musique ou des vidéos à partir de requêtes en langage naturel, connaît une croissance exponentielle. Et l'OMPI chiffre cette réalité : Plus de 50 000 demandes de brevets ont été déposées au cours de la dernière décennie, dont un quart pour la seule année 2023. Et les plus grands déposants de brevets se nomment ByteDance (l'éditeur de TikTok), Alibaba, Tencent, Ping An Insurance et Baidu, que des géants technologiques chinois !

Une domination écrasante

Entre 2014 et 2023, les chercheurs ingénieurs chinois ont déposé plus de 38 000 brevets dans le domaine de l'IA générative, soit six fois plus que leurs homologues américains, qui arrivent en deuxième position avec environ 6 300 brevets. La Corée du Sud, le Japon et l'Inde complètent le top 5, avec respectivement 4 155, 3 409 et 1 350 brevets déposés sur la même période. Il est à noter que l'Inde connaît la croissance la



plus rapide dans ce domaine, selon les données de l'OMPI. 38.000 brevets ! À lui seul, ce nombre témoigne de l'investissement massif de la Chine dans les IA génératives. Cette domination chinoise est le fruit d'un véritable effort national pour s'assurer d'une forte emprise du pays sur toute la stack IA. La Chine a lancé en mai dernier un « plan d'action » triennal visant à renforcer les normes dans les domaines des puces d'IA, de l'IA générative et à accroître la puissance de calcul nationale, dans le but de stimuler le développement technologique et économique du pays. Un effort pourtant handicapé par l'impossibilité pour la Chine d'accéder aux dernières techno-

logies de GPU et CPU américains. Dans le détail, les géants du numérique Chinois trustent les premières places. Et 13 entreprises Chinoises plus une organisation publique Chinoise figure dans le TOP 20. IBM arrive quand même à se glisser à la cinquième position, Alphabet (Google) à la 8ème position et Microsoft à la 10ème position. Il n'y a pas que des entreprises qui déposent des brevets. Certaines universités le font également, même si ce n'est pas dans les habitudes des universités européennes. Et là encore la domination Chinoise est impressionnante. Seule une université Coréenne (5ème) et une université Américaine (l'UCLA en 10

ème) arrive à se glisser dans le TOP 10 ! Les universités européennes et les centres de recherches européens ne déposent pas de brevets par tradition. Mais ils publient, et beaucoup. Pourtant, là encore, la Chine écrase aussi le reste du monde par le nombre de ses publications scientifiques. Aucune université Française ne figure dans le TOP 20. Mais les Anglais, le Canada et le Japon arrivent à glisser quelques universités dans un TOP 20 des publications scientifiques dans lequel une seule entreprise figure : la très américaine Alphabet/Google arrive en 4ème position. Un dernier classement vient cependant quelque peu sauver l'honneur de l'occident. Le nombre de citations dans les publications scientifiques permet en effet de relativiser les classements précédents en mettant en avant l'importance de certaines par rapport à d'autres. Et là, il n'y a pas photo. Les américains dominent largement le TOP 5 des citations. Leurs publications sont très souvent citées comme référence par les autres publications scientifiques mondiales. Alphabet/Google est même l'entreprise dont les publications autour de l'IA générative sont les plus souvent reprises. Preuve de l'indéniable impact de ses chercheurs dans ce domaine. D'autant qu'il faut aussi ajouter sa filiale DeepMind qui figure séparément dans ce Top en 6ème position. On notera également que Meta (en 5ème place), NVIDIA (en 11ème place), OpenAI (en 13ème place) et Microsoft (en 17ème place) figurent également dans ce classement ! Des classements qui ne font pas honneur à l'Europe dont la recherche ne publie pas suffisamment et qui n'a pas la culture des brevets.

Brèves

Le bloc-note de Windows se modernise

En mars dernier, Microsoft avait testé le correcteur orthographique dans l'application. Aujourd'hui, l'éditeur a discrètement lancé une version améliorée de l'application dans Windows 11. Pour mémoire, le bloc-note est apparu en 1983 et a été un programme figé dans le temps. Il aura fallu attendre Windows 10 pour voir des évolutions bienvenues comme la fonction de recherche/remplacement, un zoom de texte et des numéros de ligne avec retour à la ligne activé.

Accenture acquiert Excelmax

La SSII renforce son activité autour du design des puces avec le rachat de l'indien Excelmax pour un montant non communiqué. La société basée à Bangalore propose des solutions de silicium personnalisées pour les terminaux grand public, les datacenters et l'IA. Fondée en 2019, Excelmax apportera environ 450 professionnels à Accenture dans des domaines clés tels que l'émulation,

les systèmes embarqués, le design physique, analogique et logique et la vérification. Ce rachat fait suite à une autre acquisition dans ce domaine en 2022 avec la société canadienne XtremeEDA.

La vente de XpFibre d'Altice bloque sur le prix

La division fibre optique du groupe Altice, dirigée par Patrick Drahi, ne trouve pas preneur. Selon Bloomberg citant une source proche du dossier, les acheteurs potentiels ont fait des offres valorisant la structure à 6 ou 7 milliards d'euros avec les dettes. Le hic est que Patrick Drahi souhaite en tirer 8 milliards d'euros pour continuer son désendettement. Les sociétés de capital-investissement KKR & Co. et Global Infrastructure Partners feraient partis des repreneurs potentiels, mais la société française de capital-risque Ardian aurait aussi regardé le dossier.

Mots fléchés

Durée d'un année		Hauts gradés dans l'armée		Baudets		Sentiment de lassitude		Epiderme		Percep-tions		Imposée	
Indéfri-sable				Charrue primitive				Tuyau				Prix Nobel de physique	
										Lutte anti-aérienne			
Najas		Colère passée				Couvert							
		Rappel au théâtre											
						Roi d'Alfred Jarry				Temps long			
										Membre d'oiseau			
Attachai					Elle a son eau				Continent				
					Enfermé				Urine				
Dégra-dation						Mouvement de foule	Sodomites	Rapport de cercle			Solitaires		Cérémonies
Pièce bancaire		Aime les étrangers										Os du genou	
		Grand ouvert											
			Troisième personne du singulier	Rossignol				Griffe					
Coup d'oeil										Vocable			
Rectal													
				Musulman de race sémitique		Gringalet		Élude					
Chance	Ordonnées		Radin						Rapace nocturne	Cachai			
			Souhaita					Combat					Vertement
Fait		Soleil divin			Charpenté					Humour			
		Indigène d'Amérique								Théologien néerlandais			
			Ainé des Simpson					Cérium			Prépo-sition	Victoire impériale	
			Sélénium					Flairer					
Crique					À toi								
Pays d'Asie					Point				Dignitaire turc				
				Place									
				Petite pièce de vaisselle					Beau château				
									Éden				
Deux romain			Écorce de chêne			A nous					Négation		
Tenteras											Empereur déchu		
						Autorité à la télé	Instrument à percus-sion						
							Avare						
Dedans			Rayon bronzant		Troubles							Id est	
Déesse de la beauté													
						Robe indienne				Département français			
Sang de l'arbre					Astate			Aigrelet					

Chute de 15% de la récolte de blé tendre en 2024

La production de blé tendre dégringole en France en 2024, estimée à 29,7 millions de tonnes, en recul de 15% par rapport à l'année dernière, selon les prévisions publiées mardi par le service statistique du ministère de l'Agriculture. "En vingt ans, seules deux autres récoltes n'ont pas franchi les 30 millions de tonnes", en 2016 et 2020, souligne le service Agreste. La baisse de production de l'ensemble des céréales à paille (blé tendre, blé dur, orge, triticale, seigle et avoine) est évaluée à 13% en France. Pour cette première estimation des récoltes de la saison, les surfaces dédiées à la céréale du pain ont été révisées à la baisse, à 4,2 millions d'hectares, chutant de près de 11% par rapport à 2023.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 10 juillet 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Début de la dernière phase de la généralisation du permis de conduire biométrique

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a indiqué, mardi dans un communiqué, que la dernière phase de la généralisation de la délivrance du permis de conduire biométrique à travers toutes les communes du pays avait débuté le 5 juillet dernier. "Conformément aux instructions du président de la République pour le parachèvement des différents chantiers de modernisation, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe les citoyennes et les citoyens que la dernière phase de la généralisation de la délivrance du permis de conduire biométrique a débuté le 5 juillet à travers toutes les communes du pays, après avoir été limitée aux communes chefs-lieux de wilaya depuis 2019, puis aux communes chefs-lieux de daïras depuis décembre 2023", précise le communiqué. Aussi, "toutes les communes du pays prennent en charge la délivrance des permis de conduire biométriques, conformément aux conditions légales en vigueur, que ce soit pour les primo-demandeurs de permis ou pour les demandes de renouvellement des permis de conduire classiques arrivés à expiration, ainsi que pour l'ajout de nouvelles catégories sur le permis de conduire, sachant que les permis de conduire classiques restent valides jusqu'à leur expiration", ajoute la même source. "A ce jour, plus de quatre millions et demi (4.545.000) de permis de conduire biométriques ont été délivrés", rappelle le communiqué.

NOUREDDINE BENBRAHAM , PRÉSIDENT DE L'ONSC

La participation politique, l'un des principaux fondements de la citoyenneté

La participation politique est l'un des principaux fondements de la citoyenneté qu'il appartient à la société civile de renforcer, a affirmé lundi à Oran le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbrahim. Intervenant lors d'une rencontre organisée par l'ONSC au Village méditerranéen à Oran, avec la participation des autorités de wilaya, de représentants d'associations et d'organisations locales et d'acteurs sociaux, M. Benbrahim a souligné que "la participation politique à la vie publique et aux échéances électorales est à la fois un droit et un devoir qu'il appartient à tout citoyen d'exercer à chaque occasion qui se présente comme la présidentielle du 7 septembre prochain". "La société civile est appelée en tant que force vive à œuvrer pour le renfor-

cement de la culture citoyenne et la promotion de la participation politique et démocratique pour mieux servir le pays, préserver sa stabilité et réaliser davantage de progrès et de prospérité", a-t-il ajouté. M. Benbrahim a appelé en outre les représentants des organisations de la société civile à "passer d'une société civile revendicative à une société civile productive et utile pour le pays". La réunion interactive a été marquée par l'organisation d'ateliers supervisés par des enseignants, des chercheurs et des militants associatifs, ayant traité de plusieurs thématiques, dont l'élection présidentielle pour l'exercice d'une citoyenneté active, la démocratie participative, la société civile et le développement local. Les ateliers ont également porté sur la communication et les réseaux sociaux, le renforcement et la pro-

motion des valeurs du volontariat, le réseautage associatif, l'entrepreneuriat et les start-up. Selon Mme Yakout Aissani, vice-présidente de l'ONSC, cette réunion organisée à l'occasion du 62e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse vise à renforcer l'engagement de la société civile sur les questions de la société et les enjeux nationaux et à conscientiser les différentes franges de la société. La réunion vise également à renforcer la culture électorale et la pratique démocratique participative en tant que mécanisme de développement local, à contribuer à la réussite de l'élection présidentielle, à créer un espace d'échange d'expériences dans le domaine du volontariat et du réseautage associatif et à renforcer la coopération et le partenariat entre la société civile et les pouvoirs publics, a-t-elle ajouté.

OMS

Lancement de la première plateforme mondiale d'échange d'informations sur les dispositifs médicaux

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a annoncé lundi le lancement en ligne de la première plateforme mondiale d'échange d'informations en libre accès sur les dispositifs médicaux. Ce Système d'information sur les dispositifs médicaux (MeDevIS) est destiné à aider les gouvernements, les autorités de réglementation et les utilisateurs à prendre des décisions concernant la sélection, l'achat et l'utilisation de dispositifs médicaux pour le diagnostic, le dépistage et le traitement des maladies, a indiqué l'OMS, dans un communiqué. "Notre objectif est d'offrir un accès centralisé et plus large à

des informations internationales, ce qui peut être extrêmement utile pour les personnes qui prennent des décisions concernant les technologies médicales vitales, en particulier dans les pays disposant de ressources limitées", a déclaré la Sous-Directrice générale de l'OMS chargée de l'accès aux médicaments et aux produits de santé, Yukiko Nakatani. Mise en service en mars dernier dans le cadre d'une consultation avec les Etats Membres de l'OMS, la plateforme comprend 2.301 types de dispositifs médicaux utilisés pour un large éventail de problèmes de santé, notamment le

maternelle, néonatale et de l'enfant, les maladies non transmissibles telles que le cancer, les maladies cardiovasculaires et le diabète, ainsi que les maladies infectieuses comme la COVID-19. Cependant, il y a actuellement de multiples sources d'information différentes, venant de grandes organisations internationales, d'organismes de réglementation et d'organismes donateurs, et il est donc difficile pour les utilisateurs de déterminer quelles sont les données les plus fiables, selon l'Agence sanitaire mondiale. MeDevIS permet de vérifier les dispositifs nécessaires, notamment le type d'établissement de santé où le

dispositif est utilisé (par exemple, hôpitaux communautaires ou spécialisés), le but du dispositif et l'infrastructure requise, entre autres. C'est la première fois que l'OMS établit un répertoire mondial des dispositifs médicaux, sur la base de la liste des dispositifs médicaux prioritaires, elle-même inspirée de la liste des médicaments essentiels. La liste des médicaments essentiels, dont on fêtera le 50e anniversaire en 2025, est considérée comme fondamentale pour la santé publique dans les pays, pour permettre à des milliards de personnes de bénéficier des progrès réalisés dans le domaine de la santé.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or progresse à près de 2.364 dollars l'once

Les prix de l'or ont légèrement augmenté mardi se rapprochant de 2.364 dollars l'once alors que les investisseurs attendent les données sur l'inflation américaine de juin, prévues plus tard dans la semaine, pour plus de clarté sur la trajectoire des taux d'intérêt de la banque centrale américaine (Fed). Le cours de l'or au comptant était en hausse de 0,1% à 2.363,70 dollars l'once, après avoir chuté de

plus de 1% au cours de la session précédente. Les contrats à terme sur l'or américain se sont raffermis de 0,2% à 2.367,80 dollars. Le dollar a augmenté de 0,1% par rapport à ses rivaux, rendant l'or plus cher pour les détenteurs d'autres devises. Les récentes données économiques américaines ont mis en évidence un ralentissement du marché du travail, renforçant les attentes selon lesquelles la banque centrale

américaine est sur le point de commencer à réduire les taux d'intérêt prochainement. Le président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell a déclaré mardi au Congrès que l'inflation "restait supérieure" à l'objectif de 2 % de la Fed, mais qu'elle s'était améliorée au cours des derniers mois et que "d'autres bonnes données renforceraient" les arguments en faveur d'une réduction des taux d'intérêt de la banque

centrale. L'attrait des lingots sans rendement a tendance à augmenter lorsque les taux d'intérêt sont plus bas. S'agissant des autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 0,4 % pour atteindre 30,91 dollars l'once, le platine a baissé de 0,5 % pour atteindre 991,90 dollars et le palladium a glissé de 0,5 % pour atteindre 1 003,75 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Plus de 1400 morts en cinq mois !

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) a enregistré 1.446 morts et 14.852 blessés dans 11.162 accidents de la route survenus au cours des cinq premiers mois de 2024. Selon les chiffres dévoilés, mardi, par le responsable de la DNSR, Ahmed Naït El Hocine, lors du Forum du quotidien El Moudjahid, 11.162 accidents de la route ayant fait 1.446 morts et 14.852 blessés ont été enregistrés entre janvier et mai 2024. Le

même responsable a fait état d'une augmentation du nombre d'accidents (+7,10%) et du nombre de morts (+2,99%) par rapport à la même période de 2023. Rien que pour la semaine allant du 30 juin au 6 juillet, pas moins de 51 personnes ont trouvé la mort et 1853 autres ont été blessées dans 1507 accidents de la circulation survenus à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le

plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tindouf avec 5 morts et 6 blessés, dans 3 accidents de la circulation, précise la même source. Selon le responsable de la DNSR, la wilaya d'Oran arrive en tête en termes de nombre d'accidents et de victimes avec 512 accidents et 69 morts, suivie d'Alger avec 496 accidents et 65 décès. Les jeunes ont été à l'origine de pas moins de 4.252 accidents (30%) et les détenteurs d'un permis de conduire de moins de

cinq ans ont causé 5.767 accidents (41,92%), selon l'intervenant. Parmi les facteurs ayant contribué à ces accidents de la route, M. Naït El Hocine a cité «le manque de vigilance, l'excès de vitesse des conducteurs et le non-respect des passages piétons». Il a, à cet égard, réaffirmé l'importance de la formation et de la participation des auto-écoles aux efforts de l'Etat visant à réduire les accidents de la route et leurs conséquences.